



Banque de la République  
du Burundi

## RAPPORT DU COMITE DE POLITIQUE MONETAIRE

Quatrième trimestre 2020

# **RAPPORT DU COMITE DE POLITIQUE MONETAIRE**

**DEUXIEME TRIMESTRE 2020**

**Mai 2021**

---



# TABLE DES MATIERES

LISTE DES ACRONYMES	ii
RESUME ANALYTIQUE	1
<b>1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL</b>	<b>3</b>
1.1. Croissance du PIB mondial	3
1.2. Commerce mondial	5
1.3. Prix des matières premières et inflation	5
1.4. Politique monétaire dans les pays développés	7
1.5. Principaux indicateurs macroéconomiques des pays de la CEA	7
<b>2. CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI</b>	<b>10</b>
2.1. Production et prix	10
2.2. Secteur extérieur	11
2.2.1. Balance des paiements	11
2.2.2. Commerce extérieur	13
2.3. Finances et dette publiques	14
2.4. Secteur monétaire	16
2.4.1. Réserves des banques et taux d'intérêts	16
2.4.2. Base monétaire	18
2.4.3. Masse monétaire et contreparties	20
2.4.4. Avoirs extérieurs du secteur bancaire	21
2.5. Situation du secteur bancaire et stabilité financière	22
2.5.1. Evolution de l'activité bancaire	22
2.5.2. Stabilité Financière	23
<b>CONCLUSION ET MESURES DE POLITIQUE MONETAIRE</b>	<b>27</b>
<b>ANNEXES</b>	<b>28</b>

## LISTE DES ACRONYMES

AFSS	: Afrique Sub-saharienne
AEN	: Avoirs Extérieurs Nets
AIN	: Avoirs Intérieurs Nets
BCE	: Banque Centrale Européenne
BIF	: Franc Burundi
BRB	: Banque de la République du Burundi
CEA	: Communauté Est Africaine
CIF	: Cost Insurance and Freight
FMI	: Fonds Monétaire International
FOB	: Free On Board (Franco à Bord)
IPC	: Indice des Prix à la Consommation
ISTEEBU	: Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi
KES	: Shilling Kenyan
M2, M3	: Masse Monétaire au sens large
MBIF	: Millions de Francs Burundi
Mds	: Milliards
MFBPE	: Ministère des Finances, du Budget et de la Planification Economique
MUSD	: Millions de Dollars Américains
OCDE	: Organisation de Coopération et de Développement Economique
PIB	: Produit Intérieur Brut
PEM	: Perspectives Economiques Mondiales
REGIDESO	: Régie de Production et de Distribution d'Eau et d'Electricité
RWF	: Franc Rwandais
ROA	: Return on Assets (Rentabilité des actifs)
ROE	: Return on Equity (Rentabilité des capitaux propres)
TZS	: Shilling Tanzanien
UGX	: Shilling Ougandais
USD	: Dollar Américain

## RESUME ANALYTIQUE

L'activité économique a ralenti au quatrième trimestre 2020 dans l'ensemble des pays de l'OCDE (+1,0 contre +9,3% au trimestre précédent), suite principalement aux effets néfastes de la recrudescence de nouvelles infections de la Covid-19 qui a conduit ces pays à recourir à de nouveaux confinements de la population.

Selon les Perspectives Economiques Mondiales du FMI d'avril 2021, l'activité économique mondiale pourrait reprendre en 2021 (+6,0 contre -3,3% en 2020), en liaison principalement avec la vulgarisation des vaccins contre la Covid-19 et les mesures supplémentaires de soutien budgétaire prises par certaines grandes économies.

Concernant la Communauté Est Africaine, les Perspectives Economiques Régionales du FMI d'avril 2021 montrent que l'activité économique a baissé en 2020 (-0,2 contre +6,5% en 2019), suite aux effets néfastes de la pandémie de la Covid-19. Pour l'année 2021, il est attendu une reprise de la croissance économique pour toutes les économies de la CEA (+5,7%) grâce, notamment, aux effets des mesures de soutien public au secteur privé, à l'amélioration des exportations, aux bonnes productions agricoles attendues, aux prix favorables des produits pétroliers et à la stabilité des taux de change.

A un niveau de la conjoncture économique nationale, il est attendu une contraction de l'activité économique de 0,3% pour l'année 2020 contre une croissance de 4,2% en 2019. L'inflation a augmenté en 2020 (7,5% contre -0,8% en 2019). Pour l'année 2021, les prévisions montrent que l'activité économique pourrait se redresser (3,6 contre -0,3% en 2020), en liaison avec l'amélioration de l'activité dans les secteurs primaire (3,8 contre 3,3%), secondaire (4,3 contre 2,4%) et tertiaire (3,2 contre -2,9%). L'inflation pourrait s'établir à 4,1% en 2021.

La balance des paiements du quatrième trimestre 2020 s'est soldé par une importante diminution du déficit du compte courant, due principalement à l'allègement du déficit des services. L'excédent du compte de capital a baissé par rapport à celui du même trimestre de 2019.

Le déficit budgétaire (dons inclus) s'est allégé au quatrième trimestre 2020 par rapport à celui du même trimestre de 2019, en liaison avec l'augmentation des recettes combinée à la diminution des dépenses. Ce déficit a été principalement financé par un endettement extérieur net.

En glissement annuel, la base monétaire s'est accrue de 11,6% et la masse monétaire de 23,7%, suite à l'augmentation des avoirs intérieurs nets. Les réserves officielles de change ont diminué de 16,8%, et couvraient 1,1

contre 1,5 mois d'importations de biens et services à la même période de 2019, alors que le seuil est fixé à 4,5 mois dans les critères de convergence de la CEA.

secteur bancaire est demeuré capitalisé et rentable et toutes les normes réglementaires et prudentielles ont été respectées.

Les principaux indicateurs d'activité et de solidité du secteur bancaire se sont améliorés à fin décembre 2020. Le

# 1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

## 1.1. Croissance du PIB mondial

En glissement trimestriel, l'activité économique a ralenti au quatrième trimestre 2020 dans l'ensemble des pays de l'OCDE (+1,0 contre +9,3% au trimestre précédent), suite principalement aux effets néfastes de la recrudescence de nouvelles infections de la Covid-19 qui a conduit ces pays à recourir à de nouveaux confinements de la population.

L'activité économique a également ralenti dans les principaux pays émergents, notamment en Chine (2,6 contre 3,0%), en Inde (+7,9 contre +23,7%), en Afrique du Sud (+1,5 contre +13,7%) et en Turquie (+1,7 contre +15,9%).

Tableau 1 : Croissance du PIB des principaux pays avancés et émergents (en %)

	Glissement trimestriel			Glissement annuel		
	T4-2019	T3-2020	T4-2020	T4-2019	T3-2020	T4-2020
<b>États-Unis</b>	0,6	7,5	1,1	2,3	-2,8	-2,4
<b>Japon</b>	-1,8	5,3	2,8	-1,0	-5,8	-1,3
<b>Allemagne</b>	0,0	8,5	0,3	0,4	-4,0	-3,6
<b>France</b>	-0,2	18,5	-1,4	0,8	-3,7	-4,9
<b>Royaume uni</b>	0,0	16,9	1,3	1,2	-8,5	-7,3
<b>Zone euro</b>	0,1	12,5	-0,7	1,0	-4,3	-5,0
<b>OCDE - Total</b>	0,2	9,3	1,0	1,6	-3,8	-3,0
<b>Chine</b>	1,2	3,0	2,6	5,8	4,9	6,5
<b>Inde</b>	0,4	23,7	7,9	3,3	-7,0	0,1
<b>Turquie</b>	2,0	15,9	1,7	6,3	5,4	5,0
<b>Afrique du Sud</b>	-0,4	13,7	1,5	-0,6	-5,9	-4,2

Source: OCDE, *principaux indicateurs économiques*, avril 2021

En glissement annuel, la croissance économique s'est contractée au quatrième trimestre 2020 dans l'ensemble des pays avancés de l'OCDE (-3,0 contre +1,6% au même trimestre de 2019). Aux États-Unis, l'activité économique s'est repliée de 2,4% contre une croissance de 2,3% à la même période de 2019. Dans la Zone euro, le PIB a baissé de 5,0% alors qu'il s'était amélioré de 1,0%

à la période correspondante en 2019. Au Japon, l'activité économique a continué à décroître (-1,3 contre -1,0%). Cette décroissance est principalement liée au durcissement des conditions de confinement de la population pour faire face à la recrudescence de la pandémie de la COVID-19.



Dans les principaux pays émergents, l'activité économique est restée robuste en Chine (+6,5 contre 5,8%) et en Turquie bien qu'elle ait légèrement décéléré (+5,0 contre 6,3%). En Inde, l'activité économique s'est accrue de 0,1 contre 3,3% par rapport à la même période de 2019.

Selon les prévisions du FMI<sup>1</sup>, l'activité économique mondiale pourrait reprendre en 2021 (+6,0 contre -3,3% en 2020). Cette reprise est principalement expliquée par la vulgarisation des vaccins contre la Covid-19 dans beaucoup de pays et aux mesures supplémentaires de relance budgétaire prises par certaines grandes économies.

Tableau 2: Croissance économique mondiale (en %)

	2019	2020	2021 (p)
<b>PIB mondial</b>	<b>2,8</b>	<b>-3,3</b>	<b>6,0</b>
<b>Pays avancés</b>	<b>1,6</b>	<b>-4,7</b>	<b>5,1</b>
Etats-Unis	2,2	-3,5	6,4
Zone euro	1,3	-6,6	4,4
Japon	0,3	-4,8	3,3
Royaume uni	1,4	-9,9	5,3
<b>Pays émergents et pays en développement</b>	<b>3,6</b>	<b>-2,2</b>	<b>6,7</b>
Chine	5,8	2,3	8,4
Inde	4,0	-8,0	12,5
Afrique subsaharienne	3,2	-1,9	3,4
Nigeria	2,2	-1,8	2,5
Afrique du Sud	0,2	-7,0	3,1

(p) : projections

Source: FMI, PEM, avril 2021

Pour l'ensemble des pays avancés, la croissance économique s'établirait à 5,1%. Aux Etats-Unis, il est attendu une reprise de la croissance de 6,4% en 2021 contre une décroissance de 3,5% enregistrée en 2020. Dans la Zone euro, l'activité économique va se redresser de 4,4% en 2021 contre une contraction de 6,6% en 2020. Au Japon, l'activité économique pourrait s'établir à 3,3% contre une récession de 4,8%.

Dans les pays émergents et en développement, la croissance du PIB s'établirait à 6,7% en 2021 contre une baisse de 2,2% en 2020. En Chine, l'activité économique s'améliorerait de 8,4 contre 2,3% en 2020. L'Inde enregistrerait une croissance de 12,5% alors qu'elle avait subi une récession de 8,0% en 2020.

En Afrique subsaharienne, l'activité économique pourrait s'améliorer de 3,4% contre une décroissance de

<sup>1</sup> FMI, Perspectives économiques mondiales, avril 2021

1,9% en 2020. Cette reprise serait liée à l'augmentation du volume des exportations et à la hausse des cours des matières premières et des produits de base. En outre, elle serait expliquée par l'amélioration des conditions financières internationales ainsi que la reprise de la consommation des ménages et de l'investissement.

## 1.2. Commerce mondial

Le commerce mondial a sensiblement baissé en 2020 (-8,5 contre +0,9% en 2019), en raison principalement des conséquences des mesures de confinement liées à la COVID-19. En 2021, il pourrait se raffermir de 8,4%, sous l'effet de la reprise attendue de l'activité économique mondiale.

Tableau 3 : Croissance du commerce mondial (en %)

	2019	2020	2021(p)
Commerce mondial (biens et services)	0,9	-8,5	8,4
<b>Importations</b>			
Pays avancés	1,7	-9,1	9,1
Pays émergents et en développement	-1,0	-8,6	9,0
<b>Exportations</b>			
Pays avancés	1,3	-9,5	7,9
Pays émergents et en développement	0,5	-5,7	7,6

Source: FMI, PEM, avril 2021

## 1.3. Prix des matières premières et inflation

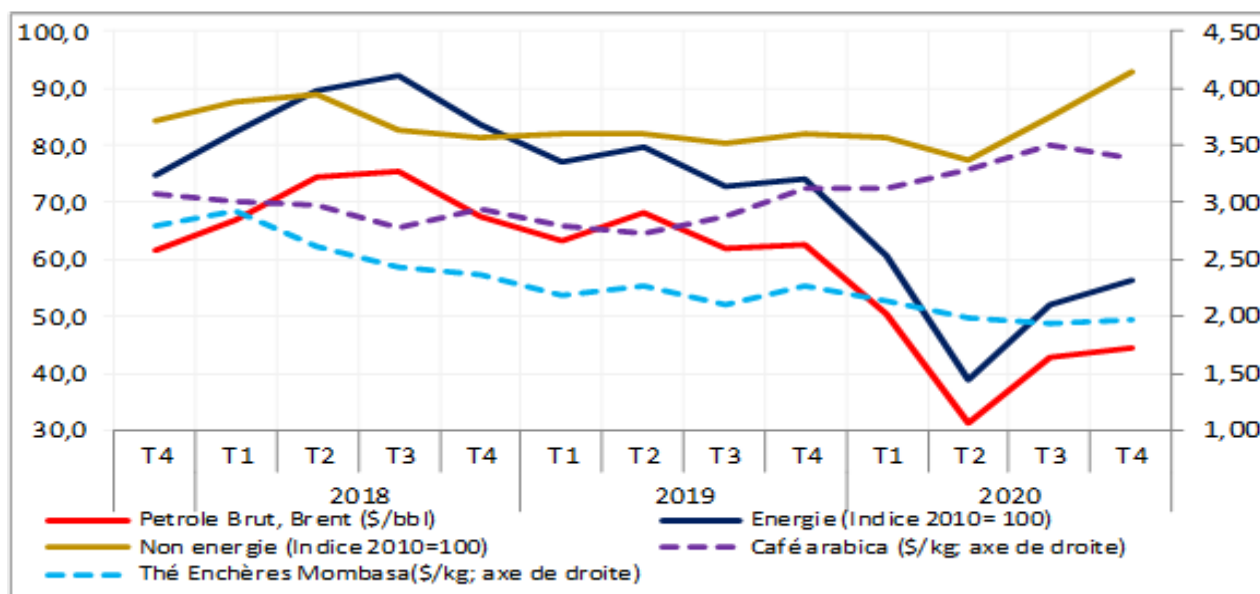
Au quatrième trimestre 2020, les prix des matières premières ont globalement poursuivi la reprise amorcée au troisième trimestre 2020, après la baisse enregistrée au cours du premier semestre 2020 due aux effets néfastes de la COVID-19.

Par rapport au trimestre précédent, le cours du pétrole brut (Brent) s'est établi à 44,50 contre 42,70 USD le Baril. L'indice de l'énergie (56,30 contre 52,00) et celui des produits non énergétiques (92,80 contre 84,90) se sont accrus d'un trimestre à l'autre.

Le cours du thé aux enchères de Mombasa a augmenté, s'établissant à 1,97 contre 1,94 USD par kilogramme, le trimestre précédent, suite à la baisse de la production en Inde, premier pays producteur du thé.

Toutefois, le cours du café arabica a légèrement diminué, s'établissant à 3,38 contre 3,50 USD par kilogramme au trimestre précédent, consécutivement à la baisse de la demande extérieure liée au ralentissement économique mondial.

Graphique 1 : Prix des matières premières



Source: Banque Mondiale, Prix des matières premières, décembre 2020

D'un trimestre à l'autre, l'inflation a globalement évolué de manière contrastée aussi bien dans les principaux pays avancés que dans les principaux pays émergents.

Dans les pays avancés, de faibles pressions sur la demande et des baisses

antérieures des prix du pétrole ont freiné la hausse des prix à la consommation. Aux Etats-Unis, l'inflation s'est stabilisée à 1,2% comme au trimestre précédent. La Zone euro est restée dans la déflation comme au trimestre précédent (-0,3 contre -0,1%).

Tableau 4 : Inflation dans les principaux pays avancés et émergents (en %)

	En glissement annuel		
	T4-2019	T3-2020	T4-2021
Etats-Unis	2,0	1,2	1,2
Japon	0,5	0,2	-0,9
Allemagne	1,2	-0,1	-0,3
France	1,1	0,3	0,1
Royaume-Uni	1,4	0,8	0,8
Zone euro	1,0	-0,1	-0,3
<b>OCDE - Total</b>	<b>1,9</b>	<b>1,3</b>	<b>1,2</b>
Chine	4,3	2,3	0,1
Inde	8,6	5,5	5,0
Russie	3,5	3,5	4,4
Turquie	10,3	11,7	13,5
Brésil	3,4	2,7	4,3
Afrique du Sud	3,8	3,0	3,2

Source: OCDE, Principaux indicateurs économiques, Février 2020

En Chine et en Inde, les taux d'inflation ont diminué et se sont situés à 0,1 contre 2,3% et à 5,0 contre 5,5%, respectivement. Par contre, l'inflation a augmenté dans d'autres pays émergents comme en

Turquie (13,5 contre 11,7%), au Brésil (4,3 contre 2,7%) et en Russie (4,4 contre 3,5%), en raison notamment de la remontée des prix du pétrole et d'autres matières premières.

#### 1.4. Politique monétaire dans les pays développés

Au quatrième trimestre 2020, les banques centrales des principaux pays avancés ont poursuivi leurs politiques monétaires accommodantes pour soutenir leurs économies fortement affectées par les conséquences de la pandémie de la COVID-19.

Aux Etats-Unis, la Réserve Fédérale a reconduit la fourchette cible des taux entre 0 et 0,25%. En outre, elle a poursuivi le rachat des titres du Trésor et des titres adossés à des créances hypothécaires pour encourager le flux de crédit vers les ménages et les entreprises.

Dans la Zone euro, la Banque Centrale Européenne (BCE) a maintenu

inchangés les taux d'intérêt des principales opérations de refinancement (0,00%) ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal (0,25%) et de la facilité de dépôt (-0,50%). En outre, elle a reconduit le rachat des actifs et le réinvestissement des remboursements pour maintenir des conditions de liquidité favorables.

La Banque du Japon a poursuivi son assouplissement monétaire quantitatif et qualitatif en reconduisant le taux d'intérêt sur les facilités de dépôts (-0,1%) et en maintenant son programme de rachats des obligations du Trésor en vue d'atteindre le niveau cible d'inflation proche de 2% et le maintenir stable.

#### 1.5. Principaux indicateurs macroéconomiques des pays de la CEA<sup>2</sup>

Selon les prévisions du FMI d'avril 2021, l'activité économique de la CEA a baissé en 2020 (-0,2 contre +6,5% en 2019), suite aux effets néfastes de la pandémie de la Covid-19.

Pour l'année 2021, il est attendu une reprise de croissance pour toutes les économies de la CEA (+5,7%), grâce

notamment aux effets des mesures de soutien public au secteur privé, à l'amélioration des exportations, aux bonnes productions agricoles attendues, aux prix favorables des produits pétroliers et à la stabilité des taux de change.

---

<sup>2</sup> Les données du Sud Soudan ne sont pas disponibles.

Tableau 5: Croissance du PIB dans les pays de la CEA (en %)

	2018	2019	2020	2021 (p)
Burundi	4,2	4,2	-0,3	3,6
Kenya	6,3	5,4	-0,1	7,6
Ouganda	6,0	8,0	-2,1	6,3
Rwanda	8,6	9,4	-0,2	5,7
Tanzanie	7,0	7,0	1,0	2,7
CEA	6,5	6,5	-0,2	5,7
AfSS	3,2	3,2	-1,9	3,4

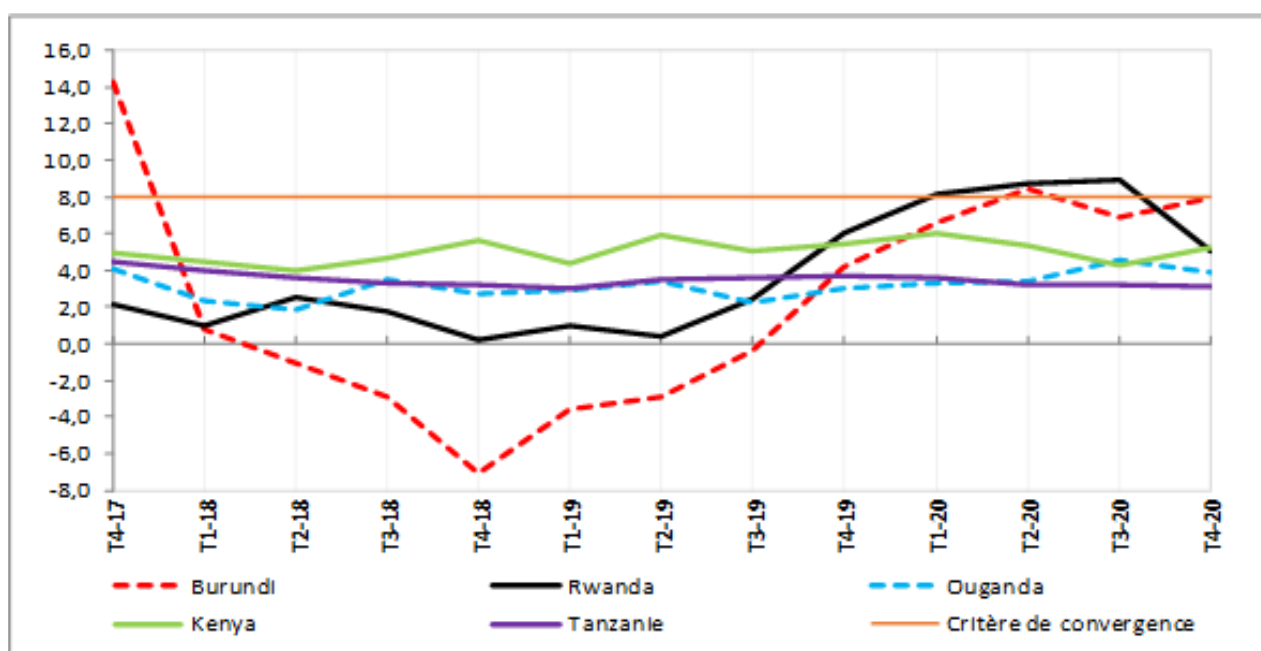
Source: FMI, Perspectives économiques régionales : AFSS, avril 2021

Pour le Burundi, les données sont tirées du cadrage macroéconomique d'octobre 2020

L'inflation est restée modérée dans les pays de la CEA au quatrième trimestre 2020 ; les taux d'inflation se sont établis à moins de 8%, critère de convergence macroéconomique de la région. Les pressions sur les prix sont restées faibles suite, en grande partie, aux bonnes productions agricoles, à la stabilité des taux de change ainsi qu'aux prix modérés des produits pétroliers.

Par rapport au trimestre précédent, le taux d'inflation a augmenté au Burundi (8,0 contre 6,9%) et au Kenya (5,3 contre 4,3%). Il a baissé au Rwanda (5,0 contre 9,0%) et en Ouganda (3,9 contre 4,6%) pendant qu'il s'est presque stabilisé en Tanzanie (3,1 contre 3,2%).

Graphique 2: Inflation dans les pays de la CEA (en %)

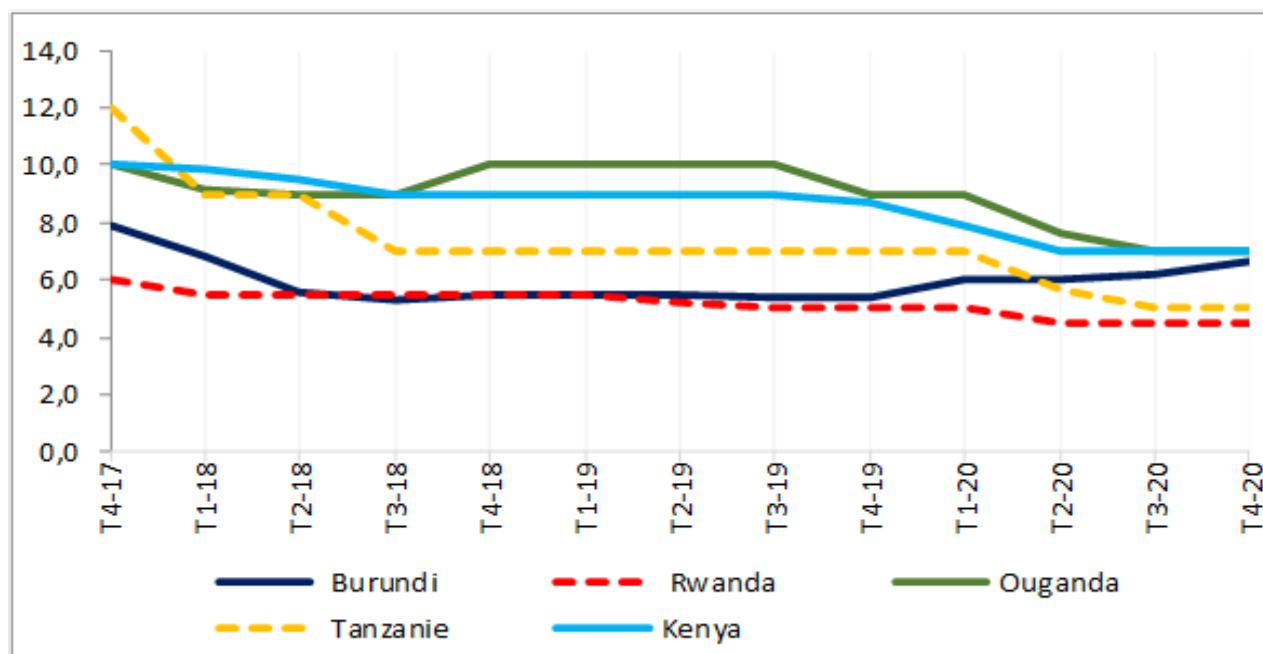


Source: Sites des banques centrales des pays de la CEA

Au cours du quatrième trimestre 2020, les banques centrales des pays de la CEA ont poursuivi leur politique monétaire

accommodante en vue de stimuler davantage le crédit au secteur privé.

Graphique 3 : Taux d'intérêts des banques centrales



Source: Sites des banques centrales des pays de la CEA

Comparés au trimestre précédent, les taux d'intérêt directeurs des banques centrales du Rwanda (4,5%), de l'Ouganda (7,0%), de la Tanzanie (5,0%) et du Kenya (7,0%) sont restés inchangés. Au Burundi, le taux moyen de la facilité de prêt marginal a légèrement augmenté, s'établissant à 6,7 contre 6,2% au trimestre précédent.

En glissement annuel, les monnaies des pays de la CEA ont fluctué dans la marge de plus ou moins 5,0% convenue dans le cadre du maintien de la stabilité du taux de change, à l'exception du Shilling Kenya et du Franc rwandais qui ont dépassé le seuil, avec des taux de dépréciation de 7,5 et 5,4%, respectivement.

Tableau 6: Cours de change du dollar américain par rapport aux monnaies des pays de la CEA

	Fin de période				
	USD/TZS	USD/RWF	USD/UGX	USD/KSH	USD/BIF
déc-19	2 287,90	922,52	3 665,20	101,50	1 881,60
sept-20	2 297,60	956,81	3 715,78	108,40	1 931,60
déc-20	2 298,45	972,48	3 650,07	109,07	1 946,40
Variation Déc-20/Déc-19 (%)	0,5	5,4	-0,4	7,5	3,4
Variation Déc-20/Sept-20 (%)	0,04	1,64	-1,77	0,62	0,77

Source: Sites des banques centrales des pays de la CEA

## 2. CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI

### 2.1. Production et prix

Au quatrième trimestre 2020, la production du thé sec a augmenté de 6,1% par rapport à la même période de l'année précédente, s'établissant à 2.413,7 contre 2.274,0 T, suite à la bonne pluviosité. La production du café vert a augmenté de 96,8% au quatrième trimestre 2020, s'établissant à 4.695,7 contre 2.386,5 T de la même période de 2019, en liaison avec la cyclicité du caféier.

L'indice moyen de la production industrielle s'est accru de 12,0% par rapport au trimestre correspondant de 2019, suite principalement à la hausse de la production des industries alimentaires (+12,5%), notamment les boissons de la BRARUDI, le sucre et les cigarettes, ainsi qu'à l'augmentation de la production des industries chimiques (+5,3%) et des matériaux de construction (+1,7%). Par rapport au trimestre précédent, cet indice a chuté de 23,3%, passant de 211,2 à 161,9, essentiellement en rapport avec la diminution de la production des boissons de la BRARUDI (-16,4%), de cigarettes (-9,1%) et de la baisse de la production de sucre (-48,8%) due à la clôture de la campagne sucrière.

La production d'électricité de la REGIDESO a légèrement baissé de 0,1% en glissement annuel, passant de 62.891 à 62.837 Mégawatts.

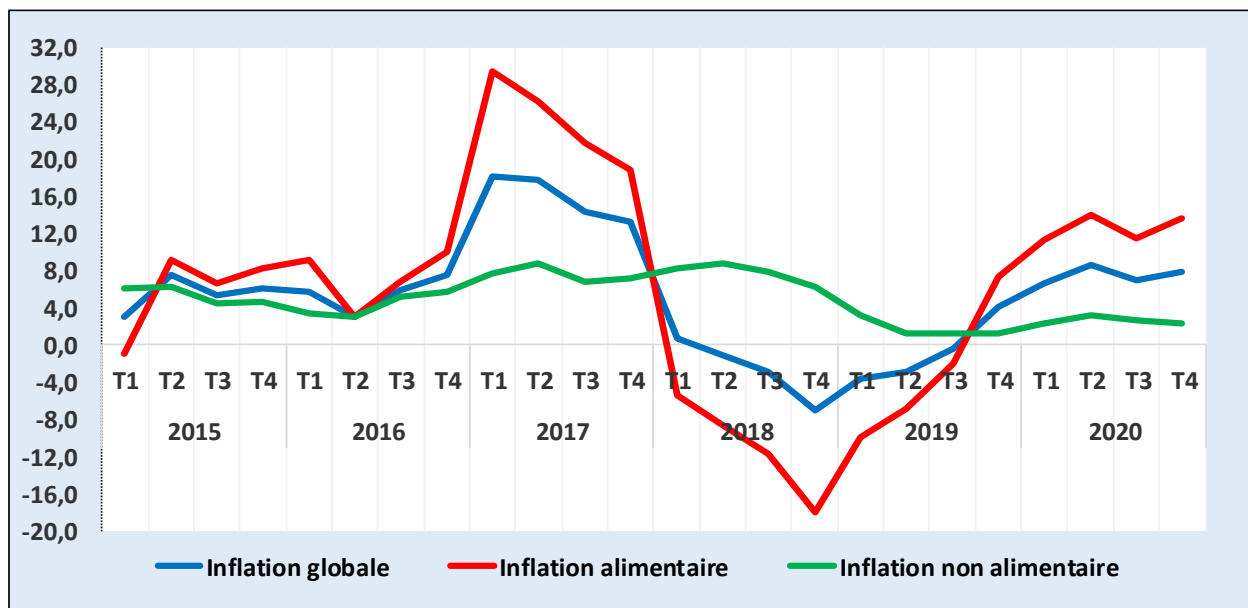
De même, elle a baissé de 3,4% par rapport au trimestre précédent.

Le volume des marchandises transitant au Port de Bujumbura s'est accru de 7,2% par rapport au trimestre correspondant de 2019, suite à l'augmentation des importations de ciment et de sucre. Par contre, il a baissé de 4,9% par rapport au trimestre précédent.

A l'Aéroport International Melchior NDADAYE, le nombre de passagers a chuté de 72,1% en glissement annuel, en rapport avec les mesures prises de réduction des vols des aéronefs pour faire face à la propagation de la COVID-19. Par contre, le nombre de passagers s'est accru par rapport au trimestre précédent, passant de 2.296 à 16.755 passagers, en rapport avec la reprise des vols internationaux. De même, le trafic des aéronefs a décliné en glissement annuel (-46,9%) tandis qu'il s'est accru en glissement trimestriel (+73,4%).

Le taux d'inflation s'est accru au quatrième trimestre 2020, se fixant à 8,0% contre 4,2% au trimestre correspondant de 2019. Cette augmentation a porté sur l'inflation alimentaire (13,6 contre 7,3%) et non alimentaire (2,2 contre 1,2%).

Graphique 4 : Inflation par principales composantes (en %)



Source: BRB, à partir des données de l'ISTEEBU

De même, comparé à celui du trimestre précédent, le taux d'inflation s'est accru (8,0 contre 6,9%), suite à l'augmentation

de l'inflation alimentaire (13,6 contre 11,4%), l'inflation non alimentaire ayant légèrement baissé (2,2 contre 2,6%).

Tableau 7: Croissance du PIB réel et inflation (en %)

	2017	2018	2019	2020 (Proj.)	2021(prév.)
<b>1. Croissance du PIB réel</b>	<b>3,8</b>	<b>4,2</b>	<b>4,2</b>	<b>-0,3</b>	<b>3,6</b>
Secteur primaire	0,2	5,2	1,9	3,3	3,8
Secteur secondaire	7,6	-0,3	2,9	2,4	4,3
Secteur tertiaire	4,0	6,4	5,8	-2,9	3,2
<b>2. Inflation</b>	<b>16,6</b>	<b>-2,6</b>	<b>-0,8</b>	<b>7,5</b>	<b>4,1</b>

Source: Cadrage macroéconomique, octobre 2020

Pour l'année 2021, les prévisions montrent que l'activité économique pourrait se redresser (3,6 contre -0,3% en 2020), en liaison avec l'amélioration de l'activité dans les secteur primaire (3,8 contre 3,3%), secondaire (4,3 contre 2,4%) et tertiaire (3,2 contre -2,9%). L'inflation pourrait s'établir à 4,1 contre 7,5% réalisée en 2020.

## 2.2. Secteur extérieur

### 2.2.1. Balance des paiements

La balance des paiements du quatrième trimestre 2020 dégage un solde du compte courant atténué (-53.645,0 contre -146.483,2 MBIF au même trimestre de 2019). Cette atténuation est imputable, en grande partie, à l'allègement du solde déficitaire des



services (-6.138,5 contre -63.707,5 MBIF) ainsi qu'à l'augmentation de l'excédent et, dans une moindre mesure, à celui des des revenus secondaires (214.114,1 biens (-270.029,0 contre -287.968,1MBIF) contre 194.711,2 MBIF).

Tableau 8: Balance des paiements (en MBIF)

	<b>T4-2019</b>	<b>T4-2020</b>
<b>COMPTE COURANT</b>	<b>-146 483,2</b>	<b>-53 645,0</b>
Crédit	362 141,0	439 932,1
Débit	508 624,2	493 577,1
<b>Biens</b>	<b>-287 968,1</b>	<b>-270 029,0</b>
Exportations FOB	86 705,4	91 582,6
Importations FOB	374 673,5	361 611,6
<b>Services</b>	<b>-63 707,5</b>	<b>-6 138,5</b>
Crédit	55 876,6	106 521,2
Débit	119 584,1	112 659,7
<b>Revenus primaires</b>	<b>10 481,2</b>	<b>8 408,3</b>
Crédit	14 448,7	12 186,9
Débit	3 967,5	3 778,6
<b>Revenus secondaires</b>	<b>194 711,2</b>	<b>214 114,1</b>
Crédit	205 110,3	229 641,4
Débit	10 399,1	15 527,3
<b>COMPTE DE CAPITAL</b>	<b>68 447,0</b>	<b>55 571,2</b>
Crédit	70 554,4	55 940,0
Débit	2 107,4	368,7
<b>Capacité (+)/ Besoin (-) de financement du compte courant et de capital</b>	<b>-78 036,1</b>	<b>1 926,2</b>
<b>COMPTE FINANCIER</b>		
<b>Capacité (+)/ Besoin (-) de financement du compte financier</b>	<b>-51 702,6</b>	<b>7 201,6</b>
<b>Investissements directs</b>	<b>-1 401,2</b>	<b>-5 281,7</b>
Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	504,0
Accroissement net de passifs	1 401,2	5 785,7
Investissements de portefeuille	0,0	0,0
Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0
Accroissement net de passifs	0,0	0,0
Dérivés financiers et option sur titres	0,0	0,0
Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0
Accroissement net de passifs	0,0	0,0
<b>Autres investissements</b>	<b>-139 346,0</b>	<b>-27 249,5</b>
Acquisition nette d'actifs financiers	17 156,6	67 507,4
Accroissement net de passifs	156 502,5	94 756,9
Avoirs de réserves	89 044,6	39 732,8
<b>ERREURS ET OMISSIONS</b>	<b>26 333,6</b>	<b>5 275,4</b>

Source: BRB

L'allègement du déficit des services s'explique essentiellement par l'augmentation des recettes des services aux administrations publiques étrangères (+87.114,8 MBIF).

Le compte de capital a enregistré un solde excédentaire de 55.571,2 MBIF au titre de dons projets, en diminution de 18,8% par rapport à celui du quatrième trimestre de l'année précédente (68.447,0 MBIF).

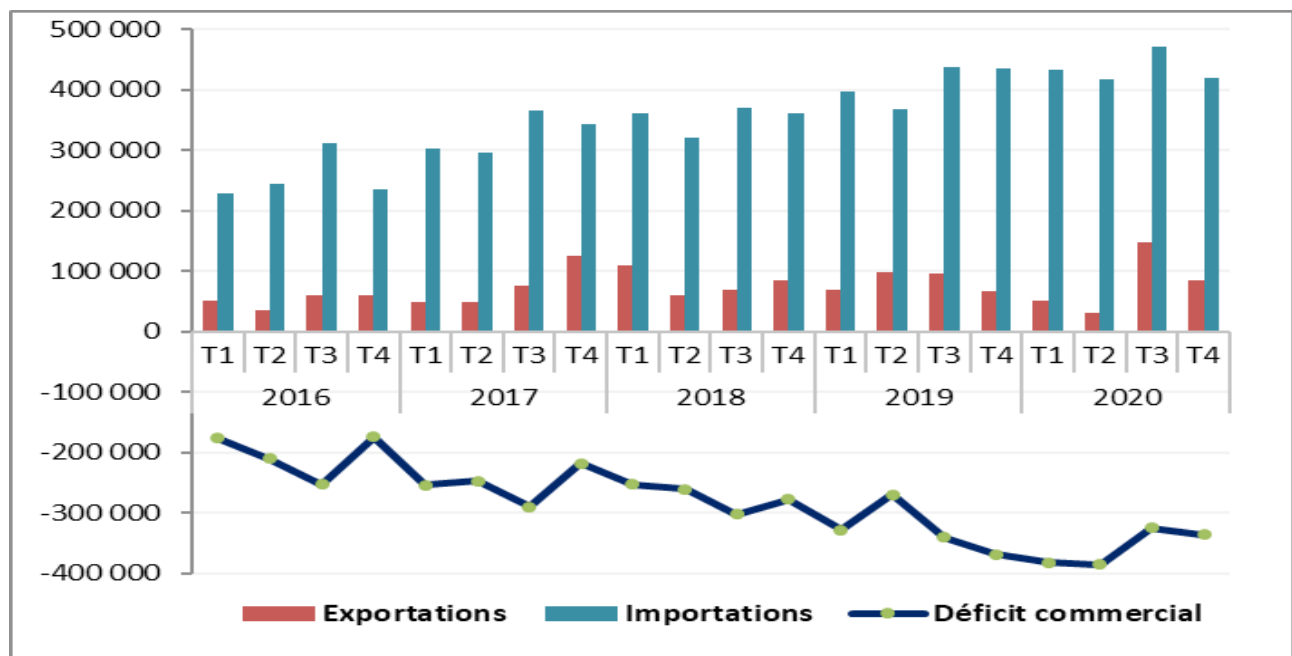
Le solde du compte financier s'est établi à 7.201,6 contre -51.702,6 MBIF au quatrième trimestre 2019. Cette amélioration est due à la diminution du solde déficitaire des autres investissements (-27.249,5 contre -139.346,0 MBIF), principalement les crédits commerciaux. S'agissant des avoirs de réserves, ils ont augmenté de 39.732,8 MBIF contre 89.044,6 MBIF au même trimestre de 2019.

### 2.2.2. Commerce extérieur

Au quatrième trimestre 2020, le solde de la balance commerciale s'est atténué, s'établissant à -336.300,2 contre -368.679,8 MBIF au même trimestre de 2019, suite à l'augmentation des

exportations (84.186,9 contre 67.525,9 MBIF, soit +24,7%) et à la diminution des importations CIF (420.487,1 contre 436.205,7 MBIF, soit -3,6%).

Graphique 5 : Balance commerciale (en MBIF)



Source: BRB, à partir des données du Comité tripartite des statistiques du commerce extérieur

L'augmentation des exportations a concerné aussi bien les produits primaires (52.320,1 contre 48.718,4 MBIF)

que les produits manufacturés (31.866,8 contre 18.807,5 MBIF). Concernant les exportations des produits primaires,

l'augmentation est principalement tirée par l'exportation du café (+16.493,5 MBIF, soit 89,3%).

Par contre, l'exportation de l'or non monétaire a baissé (-11.053,6 MBIF).

Tableau 9 : Les principaux produits exportés (en % du total)

	T1-2019	T2-2019	T3-2019	T4-2019	T1-2020	T2-2020	T3-2020	T4-2020
<b>Café</b>	36,0	14,6	12,4	27,3	16,3	6,4	9,2	41,5
<b>Or</b>	9,0	48,2	60,3	16,4	0,0	0,0	60,1	0,0
<b>Thé</b>	14,8	11,4	10,5	13,4	23,6	34,2	6,7	9,1
<b>Autres</b>	40,1	25,7	16,8	42,9	60,1	59,4	24,0	49,4
<b>Total ( en %)</b>	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
<b>Exportations totales (en MBIF)</b>	68 789,1	99 114,2	96 740,8	67 525,9	51 059,0	30 827,7	146 557,9	84 186,9

Source: BRB, à partir des données du Comité tripartite des statistiques du commerce extérieur

La diminution des importations a porté sur les biens de production (173.568,6 contre 204.589,3 MBIF) et ceux de consommation (156.166,6 contre 161.713,7 MBIF). Cependant, les importations de biens d'équipement ont augmenté, passant de 69.902,7 à 90.751,9 MBIF.

Le recul des importations de biens de production a principalement concerné les huiles minérales (-36.189,1 MBIF ou -41,8%), les biens destinés à la construction (-5.891,7 MBIF ou -21,4%) et ceux destinés à la métallurgie

(-3.060,9 MBIF ou -10,3%). Concernant les importations de biens de consommation, la diminution a principalement porté sur les importations de textile (-18.398,4 MBIF, soit -54,2%).

En revanche, l'accroissement des importations de biens d'équipement a essentiellement concerné les tracteurs, véhicules et engins de transport (+6.555,1 MBIF ou 31,0%), les pièces et outillages (+3.839,4 MBIF ou 81,5%) et les chaudières et engins mécaniques (+3.833,9 MBIF ou 19%).

### 2.3. Finances et dette publiques

Au quatrième trimestre 2020, le déficit budgétaire (dons inclus) s'est allégé par rapport à celui du même trimestre de 2019, passant de 53.140,0 à 17.939,9 MBIF, en liaison avec l'augmentation des

recettes combinée à la diminution des dépenses. Ce déficit a été principalement financé par un endettement extérieur net de 12.686,7 MBIF.

Tableau 10 : Opérations financières de l'Etat (en MBIF)

	1er trim	T4-2019	T3-2020	T4-2020
<b>A. RECETTES ET DONNS</b>	<b>170 959,2</b>	<b>331 792,9</b>	<b>333 579,2</b>	<b>334 954,8</b>
a. Recettes	149 794,9	261 238,5	282 560,1	280 871,2
- Recettes courantes	149 794,9	261 238,5	282 560,1	280 871,2
- Recettes exceptionnelles	-	-	-	-
b. Dons	21 164,3	70 554,4	51 019,1	54 083,7
- courants	-	-	-	-
- en capital	21 164,3	70 554,4	51 019,1	54 083,7
<b>B. DEPENSES</b>	<b>225 107,1</b>	<b>384 932,9</b>	<b>678 476,8</b>	<b>352 894,8</b>
a. Dépenses courantes	172 933,1	227 276,8	569 355,9	253 239,7
- Salaires	83 700,0	112 859,3	177 388,9	119 115,7
b. Dépenses en capital	52 174,0	157 656,1	109 120,9	99 655,1
- Sur ressources nationales	9 428,9	77 916,3	51 096,7	29 863,0
- Sur prêts et dons extérieurs	42 745,1	79 739,8	58 024,1	69 792,1
<b>SOLDE GLOBAL DONNS COMPRIS (base engagement)</b>	<b>-54 147,9</b>	<b>-53 140,0</b>	<b>-344 897,5</b>	<b>-17 939,9</b>
<b>C. FINANCEMENT</b>	<b>54 147,8</b>	<b>90 016,3</b>	<b>235 921,5</b>	<b>13 144,4</b>
a. Financement extérieur net	20 183,3	4 938,1	1 081,7	12 686,7
b. Financement intérieur net	47 353,3	85 078,2	234 839,8	457,7
<b>D. ERREURS ET OMISSIONS</b>	<b>-13 388,7</b>	<b>-36 876,4</b>	<b>108 976,0</b>	<b>4 795,5</b>

Source: MFBPE

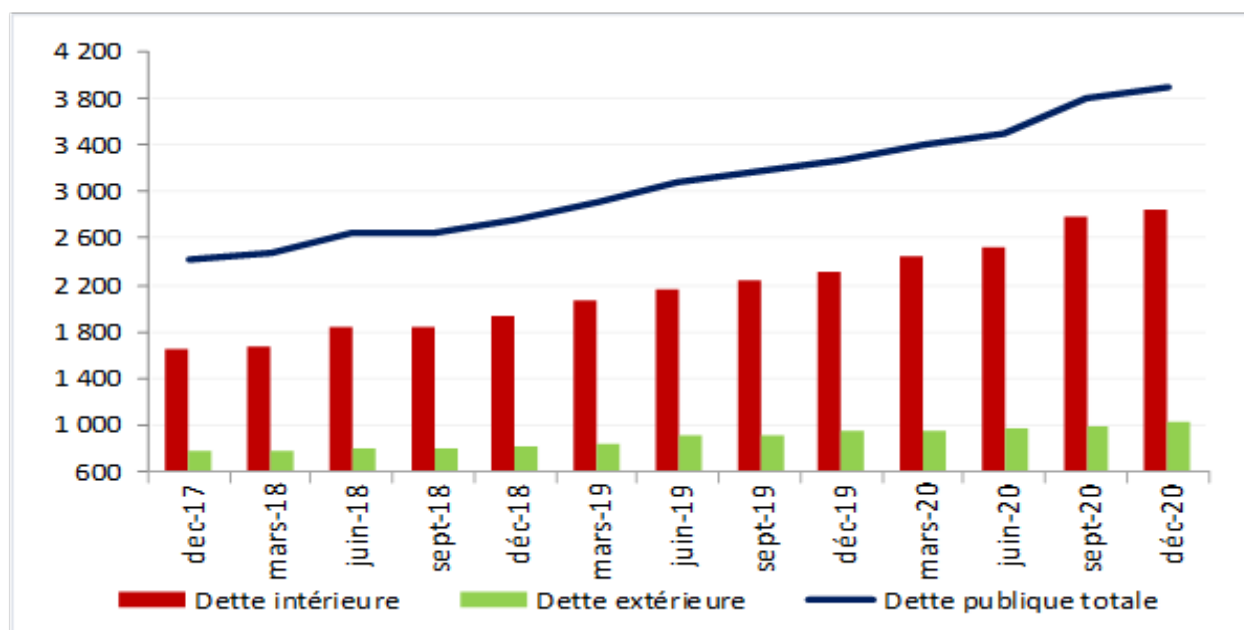
En glissement annuel, les recettes se sont accrues de 7,5% au quatrième trimestre 2020 par rapport à la même période de 2019, passant de 261.238,5 à 280.871,2 MBIF. Par contre, les dons ont diminué de 23,3%, s'établissant à 54.083,7 contre 70.554,4 MBIF à la même période de l'année 2019.

Les dépenses ont diminué de 8,3%, se fixant à 352.894,8 contre 384.932,9 MBIF à la même période de 2019, suite à la diminution des dépenses en capital (-36,8%); les dépenses courantes ayant augmenté de 11,4%.

De même, par rapport au trimestre précédent, les dépenses ont diminué de 48,0%, en liaison avec la régression des dépenses courantes (-55,5%).

En glissement annuel, la dette publique totale s'est accrue de 19,0% à fin décembre 2020, s'établissant à 3.887,2 contre 3.265,9 Mds de BIF. Par rapport au trimestre précédent, elle s'est accrue de 2,5%.

Graphique 6: Evolution de la dette publique (MBIF)



Source: BRB, à partir des données du MFBPE

La dette intérieure a progressé de 23,0% en glissement annuel, passant de 2.317,5 à 2.851,2 Mds de BIF et de 2,2% d'une fin de trimestre à l'autre. Composée essentiellement des titres du Trésor et des avances de la Banque Centrale, la dette intérieure représente 73,3% de la dette publique totale à fin décembre 2020.

En glissement annuel, la dette extérieure a augmenté de 9,2%, passant de 948,4 à 1.036,0 Mds de BIF. Cette augmentation est liée aux tirages (46.381,7 MBIF) et aux plus-values de réévaluation (60.059,7 MBIF) qui ont contrebalancé le remboursement du principal (18.905,8MBIF).

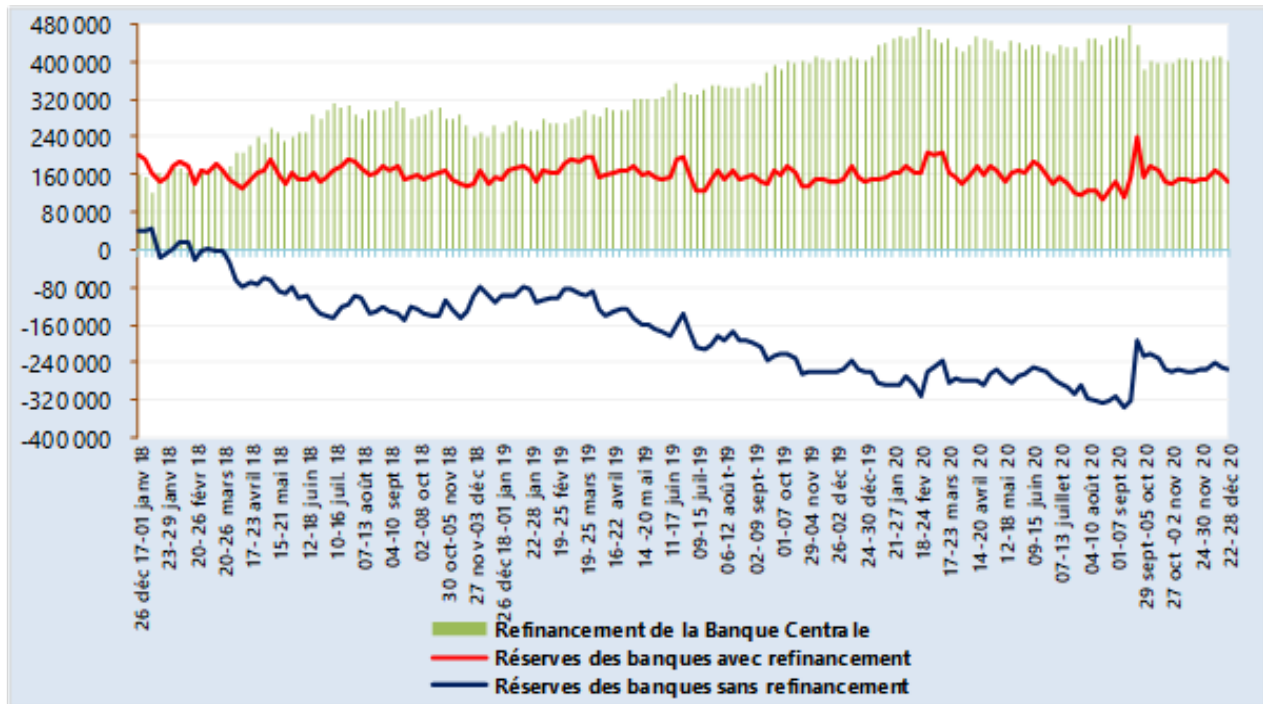
## 2.4. Secteur monétaire

### 2.4.1. Réserves des banques et taux d'intérêts

Les réserves des banques ont augmenté au quatrième trimestre 2020 par rapport au trimestre précédent. Sans interventions de la Banque Centrale, elles se seraient établies à -170.268 contre - 292.114 MBIF en moyenne hebdomadaire, et à -296.040 MBIF au même trimestre de 2019.

Suite à l'amélioration globale des réserves des banques, la Banque Centrale a diminué le volume de ses injections sur le marché monétaire. En effet, le montant des opérations de refinancement s'est établi à 330.040 MBIF, en moyenne hebdomadaire, contre 428.138 MBIF au troisième trimestre 2020 et à 401.929MBIF à la même période de 2019.

Graphique 7 : Réserves des banques et interventions de la BRB (en MBIF)

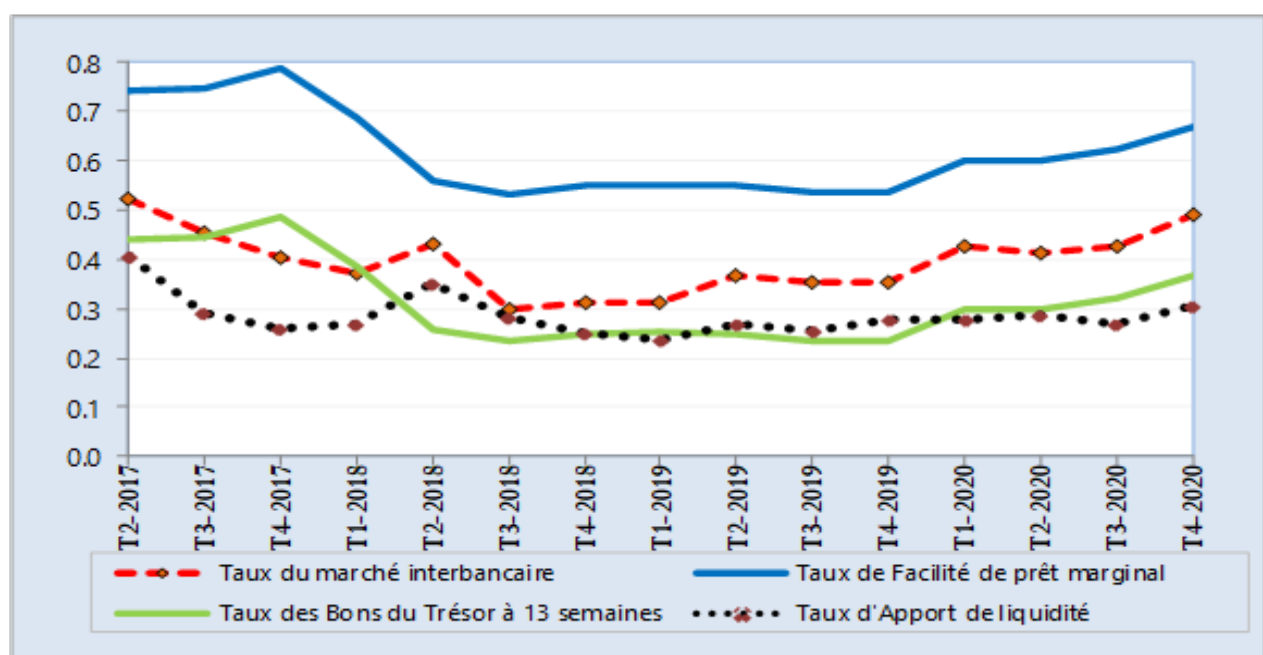


Source : BRB

Dans l'ensemble, les taux d'intérêt du marché monétaire ont augmenté. En effet, le taux sur les opérations d'apport de liquidité par appels d'offres s'est établi à 3,07 contre 2,70% au trimestre précédent. Le taux moyen du marché

interbancaire a augmenté, passant de 4,25 à 4,91%, au moment où celui sur la facilité de prêt marginal est passé de 6,20 à 6,69%, suite à la hausse de celui sur les bons du Trésor à 13 semaines auquel il est indexé (de 3,20 à 3,69%).

Graphique 8 : Taux d'intérêt du marché monétaire (en %)

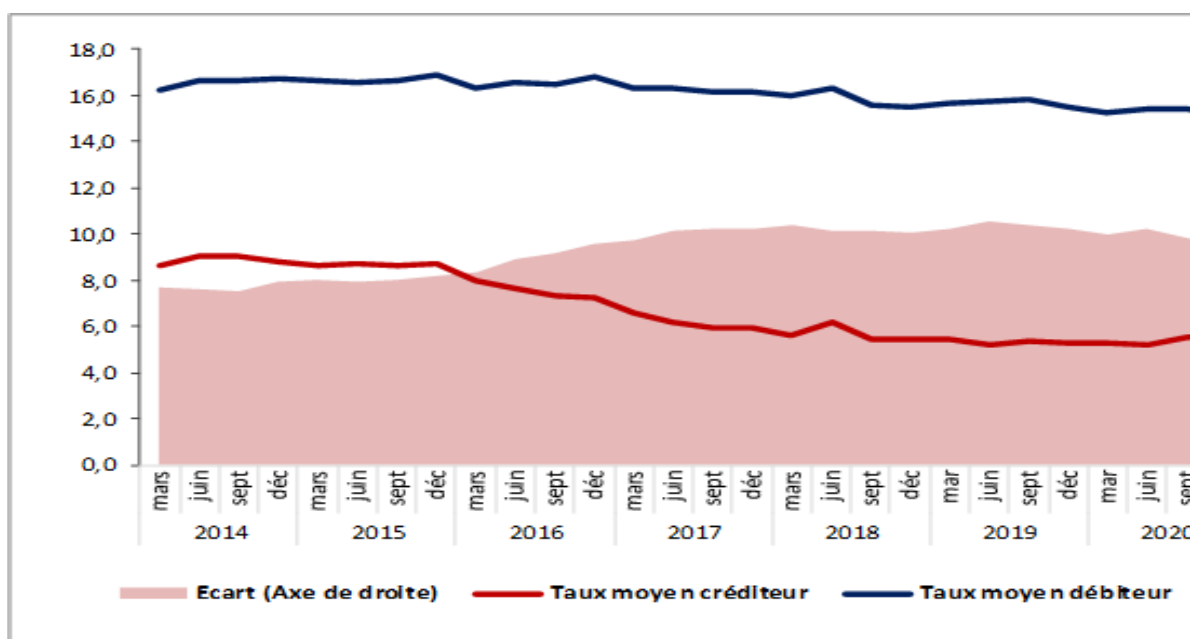


Source: BRB

Le taux d'intérêt moyen de l'encours des crédits a légèrement baissé à fin décembre 2020, s'établissant à 15,18 contre 15,39% à fin septembre 2020 et 15,49% à fin décembre 2019. Cette diminution a concerné les crédits à court terme et à long terme, les taux d'intérêt sur les crédits à moyen terme ayant légèrement augmenté.

Le taux d'intérêt moyen des crédits distribués a baissé au cours du quatrième trimestre 2020, s'établissant à 13,94 contre 15,12% au trimestre précédent et 15,57% à la même période de 2019.

Graphique 9 : Taux d'intérêt débiteurs et créditeurs moyens (en %)



Source: BRB

Le taux d'intérêt créditeur moyen a légèrement augmenté à fin décembre 2020, se fixant à 5,66 contre 5,55% à la fin du trimestre précédent et 5,28% à la même période de 2019. Cette hausse a porté sur le taux des dépôts à terme et d'épargne alors que celui sur les dépôts à vue rémunérés a légèrement diminué.

### 2.4.2. Base monétaire

La base monétaire a augmenté de 1,8% à fin décembre 2020 par rapport à fin septembre 2020, s'établissant à 778.976,7 contre 765.530,6 MBIF, en liaison

avec la hausse des avoirs extérieurs nets (+27,3%), les avoirs intérieurs nets ayant diminué (-3,4%). S'agissant des composantes de la base monétaire, l'accroissement a concerné les billets et pièces en circulation (+10,8%) tandis que les dépôts des autres institutions de dépôt (-7,5%), des autres sociétés financières (-22,8%) et ceux classés dans les dépôts divers (-26,2%) ont diminué.

Tableau 11: Base monétaire et ses contreparties (en MBIF)

	déc.19	sept.20	déc.20	Variation (en %)	
				Trimestrielle	Annuelle
Billets et pièces en circulation	414 814,9	454 635,1	503 703,5	10,8	21,4
Dépôts des autres institutions de dépôts	231 085,3	243 785,0	225 594,1	-7,5	-2,4
Dépôts des autres sociétés financières	4 340,0	5 187,4	4 005,2	-22,8	-7,7
Dépôts divers	47 911,4	61 923,1	45 673,9	-26,2	-4,7
<b>Base monétaire = Contreparties</b>	<b>698 151,6</b>	<b>765 530,6</b>	<b>778 976,7</b>	<b>1,8</b>	<b>11,6</b>
Avoirs extérieurs nets	-129 390,7	-165 920,4	-120 578,0	27,3	6,8
Avoirs intérieurs nets	827 542,3	931 451,0	899 554,7	-3,4	8,7
-Créances nettes sur l'Etat	324 828,0	453 949,3	438 033,6	-3,5	34,9
-Autres postes nets	502 714,3	477 501,7	461 521,1	-3,3	-8,2

Source : BRB

En glissement annuel, la base monétaire a augmenté de 11,6%, en liaison avec l'accroissement des avoirs extérieurs nets (+6,8%) et des avoirs intérieurs nets (+8,7%). Cette hausse a concerné les billets et pièces qui ont augmenté de 21,4% tandis que les avoirs des institutions de dépôt ont baissé de 2,4%, ceux des autres sociétés financières de 7,7% et les dépôts divers de 4,7%.

En termes de contribution à la variation de la base monétaire, l'augmentation trimestrielle a été d'origine externe (5,9 points de pourcentage) alors que la variation des avoirs intérieurs nets a exercé un effet restrictif (-4,1 points de pourcentage). En revanche, l'accroissement annuel a été principalement d'origine interne (10,3 points de pourcentage).

Tableau 12: Origine de la variation de la base monétaire à fin décembre 2020

	Par rapport à sept 2020	Par rapport à déc 2019
Avoirs Extérieurs Nets (AEN)	5,9	1,3
Avoirs Intérieurs Nets (AIN)	-4,1	10,3
dont: -Créances nettes sur l'Etat	-2,1	16,2
-Autres postes nets	-2,0	-5,9
Base monétaire	1,8	11,6

Source: BRB



### 2.4.3. Masse monétaire et contreparties

En glissement trimestriel, la masse monétaire (M3) s'est accrue de 5,9% à fin décembre 2020, se fixant à 2.728,3 contre 2.576,4 Mds de BIF. Cette augmentation a porté sur la circulation fiduciaire hors banques (+11,5%), les dépôts à vue en BIF (+5,5%) et les placements à terme et d'épargne (+6,2%). En revanche, les dépôts en devises des résidents ont diminué de 3,2%.

L'augmentation trimestrielle de la masse monétaire a résulté de la hausse des avoirs intérieurs nets (+3,1%) et des avoirs extérieurs nets (+21,2%). La progression des avoirs intérieurs nets a concerné les créances sur l'économie (+4,2%), les créances nettes sur l'Etat (+0,8%) et les autres postes nets (+2,7%).

Tableau 13 : Masse monétaire et contreparties (en MBIF)

	déc.19	sept.20 (p)	déc.20 (p)	variation (en %)	
				trimestrielle	annuelle
Circulation fiduciaire hors banques	359 960,0	389 406,7	434 046,6	11,5	20,6
Dépôts à vue	1 072 573,8	1 294 611,7	1 366 422,1	5,5	27,4
Dépôts à terme et d'épargne	584 633,1	678 223,5	720 529,0	6,2	23,2
Dépôts en devises des résidents	188 088,8	214 148,4	207 328,5	-3,2	10,2
<b>Masse monétaire (M3)= Contreparties</b>	<b>2 205 255,7</b>	<b>2 576 390,3</b>	<b>2 728 326,8</b>	<b>5,9</b>	<b>23,7</b>
AEN	-206 340,3	-294 063,3	-231 851,9	21,2	-11,8
AIN	2 411 596,0	2 870 453,6	2 960 178,7	3,1	22,7
-Crédit intérieur	2 830 022,4	3 428 861,4	3 503 279,1	2,2	23,8
Créances nettes sur l'Etat	1 621 458,5	2 037 845,1	2 054 417,6	0,8	26,7
Créances sur l'économie	1 208 563,9	1 391 016,3	1 448 861,5	4,2	19,9
-Autres postes nets	-418 426,4	-558 407,8	-543 100,4	2,7	-29,8

Source: BRB

En glissement annuel, la masse monétaire (M3) a augmenté de 23,7%. Cette progression a porté sur toutes les composantes de M3: les dépôts à vue (+27,4%), les placements à terme et d'épargne (+23,2%), les avoirs en devises des résidents (+10,2%) et la circulation fiduciaire hors banques (+20,6%).

S'agissant des contreparties, la croissance a porté sur les avoirs intérieurs nets (+22,7%) tandis que les avoirs extérieurs nets ont diminué (-12,4%). L'augmentation des avoirs intérieurs nets a été tirée par les créances nettes sur l'Etat (+26,7%) et les créances sur l'économie (+19,9%) tandis que les autres postes nets ont diminué (-29,8%).

Tableau 14 : Origine de la variation de la masse monétaire à fin décembre 2020

	Par rapport à fin sept. 2020	Par rapport à fin déc. 2019
<b>Avoirs Extérieurs Nets (AEN)</b>	<b>2,4</b>	<b>-1,2</b>
<b>Avoirs Intérieurs Nets (AIN)</b>	<b>3,5</b>	<b>24,9</b>
dont: -Crédit Intérieur	2,9	30,5
-Autres Postes Nets	0,6	-5,6
<b>Masse monétaire</b>	<b>5,9</b>	<b>23,7</b>

Source: BRB

En glissement trimestriel, la progression de la masse monétaire a été d'origine aussi bien interne (3,5 points de pourcentage) qu'externe (2,4 points de pourcentage).

En glissement annuel, la croissance de la masse monétaire n'a été que d'origine interne (24,9 points de pourcentage).

#### 2.4.4. Avoirs extérieurs du secteur bancaire

A fin décembre 2020, les avoirs extérieurs se sont accrus de 22,2% en glissement

trimestriel et de 13,2% en glissement annuel.

Tableau 15: Avoirs extérieurs (en MUSD)

	Fin de période			Variation (%)	
	déc-19	sept-20	déc-20	trimestrielle	annuelle
BRB	128,5	104,2	128,9	23,7	0,3
<b>Dont: Réserves officielles</b>	<b>113,4</b>	<b>72,7</b>	<b>94,3</b>	<b>29,7</b>	<b>-16,8</b>
Banques commerciales	74,2	83,5	100,6	20,5	35,6
<b>Total</b>	<b>202,7</b>	<b>187,8</b>	<b>229,5</b>	<b>22,2</b>	<b>13,2</b>

Source: BRB

Les avoirs extérieurs de la BRB ont augmenté de 23,7% à fin décembre 2020 par rapport à fin septembre 2020, alors qu'ils ont légèrement varié en glissement annuel (+0,3%).

Les réserves officielles ont augmenté de 29,7% à fin décembre 2020 par rapport à la fin du trimestre précédent, s'établissant à 94,3 contre 72,7 MUSD.

Par contre, elles ont diminué de 16,8% en glissement annuel, et couvraient 1,1 contre 1,5 mois d'importations de biens et services à la même période de 2019, alors que le seuil minimal est fixé à 4,5 mois dans les critères de convergence de la CEA. De même, les avoirs extérieurs des banques commerciales se sont accrus de 20,5% en glissement trimestriel et de 35,6% en glissement annuel.

## 2.5. Situation du secteur bancaire et stabilité financière

Au quatrième trimestre 2020, le total bilan du secteur bancaire s'est accru de 19,4% en glissement annuel et de 6,2% en glissement trimestriel. A l'actif, cette hausse a concerné les titres du trésor et des crédits à l'économie. Au passif, elle a principalement porté sur les dépôts de la clientèle. Les ratios de solvabilité et de rentabilité se sont aussi améliorés à fin décembre 2020.

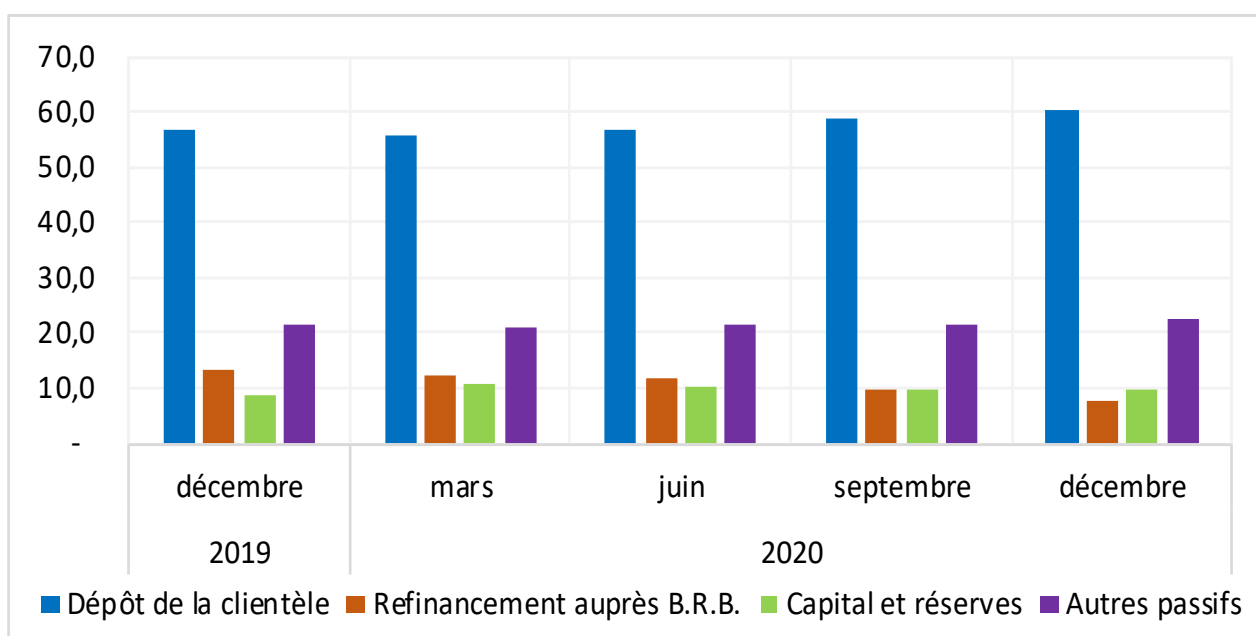
fixant à 2.351,4 Mds de BIF contre 1.850,1 Mds de BIF au quatrième trimestre 2019. Ils se sont accrus de 9,3% en glissement trimestriel. Les refinancements de la Banque Centrale envers les Etablissements de crédit ont diminué de 30,0%, se fixant à 299,1 Mds de BIF au quatrième trimestre de 2020 contre 427,5 Mds de BIF à la même période de 2019. Par rapport au trimestre précédent, ils ont reculé de 17,0%.

### 2.5.1. Evolution de l'activité bancaire

#### 2.5.1.1. Principales ressources

En glissement annuel, les dépôts de la clientèle ont augmenté de 27,1%, se

Graphique 10 : Répartition des ressources (% du total)



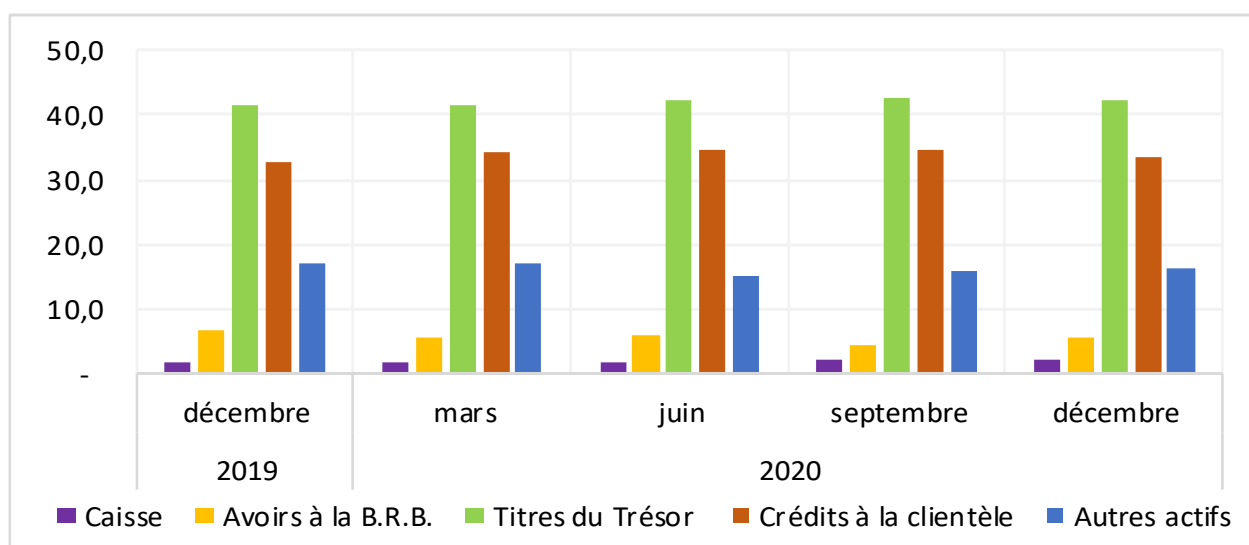
Source: BRB

### 2.5.1.2. Principaux emplois

Les crédits à l'économie ont augmenté de 22,3% en glissement annuel et de 3,8% d'un trimestre à l'autre, s'établissant à 1.310,9 Mds de BIF contre 1.071,5 Mds de BIF au même trimestre de l'année précédente.

L'encours des titres du Trésor s'est accru de 20,3% par rapport à la même période, passant de 1.356,9 à 1.631,8 Mds de BIF et de 4,8% d'un trimestre à l'autre.

Graphique 11 : Répartition des emplois du secteur bancaire (% du total)



Source: BRB

### 2.5.2. Stabilité Financière

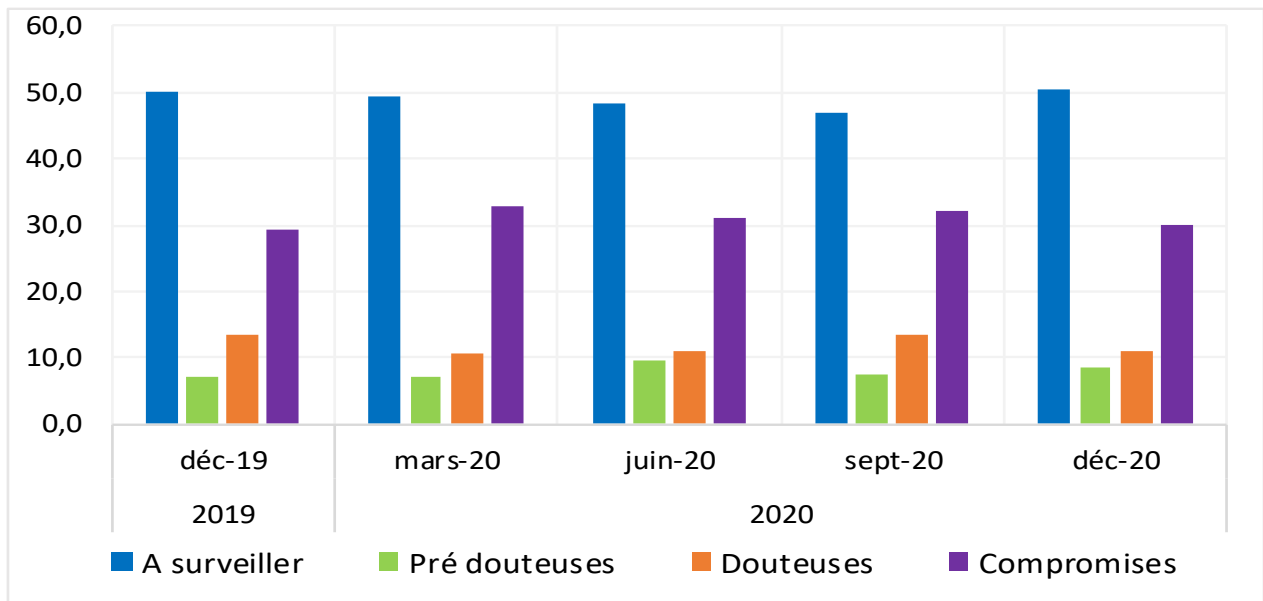
#### 2.5.2.1. Qualité du portefeuille crédits

Les créances impayées<sup>3</sup> ont augmenté de 14,0% en glissement annuel tandis qu'elles ont diminué de 10,9% d'un trimestre à l'autre. Elles se sont établies à 139.654,4 MBIF au quatrième trimestre 2020 contre 122.533,3 MBIF au trimestre correspondant de 2019.

Les proportions des créances douteuses et compromises dans le total des impayées ont baissé, se fixant respectivement à 11,1% et 30,0% au quatrième trimestre 2020 contre 13,4% et 32,2% au trimestre correspondant de 2019. Par contre, les proportions des créances à surveiller et pré-douteuses ont augmenté, s'établissant respectivement à 50,3% et 8,5% contre 46,9% et 7,4% au même trimestre 2019.

<sup>3</sup> Tout prêt accusant au moins une mensualité impayée.

Graphique 12 : Créances impayées par classe (% du total)

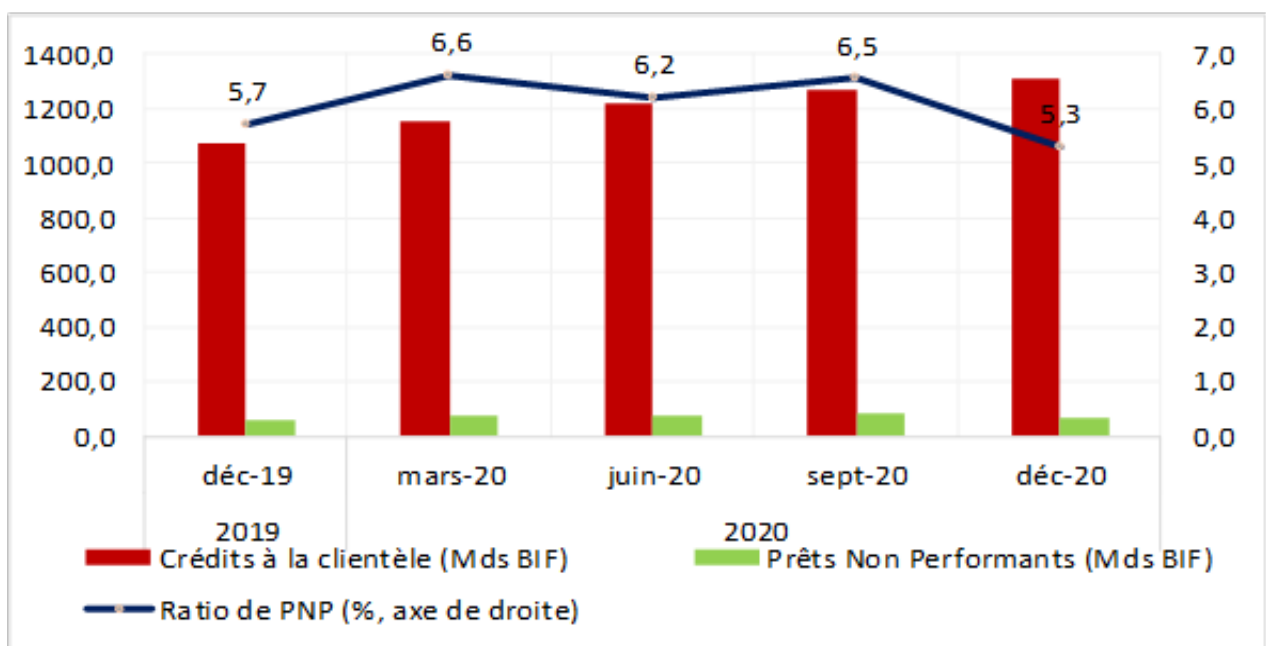


Source: BRB

En glissement annuel, la qualité du portefeuille crédits s'est légèrement améliorée de 0,4 points de pourcentage. Le taux des prêts non performants s'est établi à 5,3% à fin décembre 2020

contre 5,7% à fin décembre 2019, suite à la radiation des créances compromises qui datent de deux ans dans les bilans des établissements de crédit.

Graphique 13 : Evolution du ratio des prêts non performants

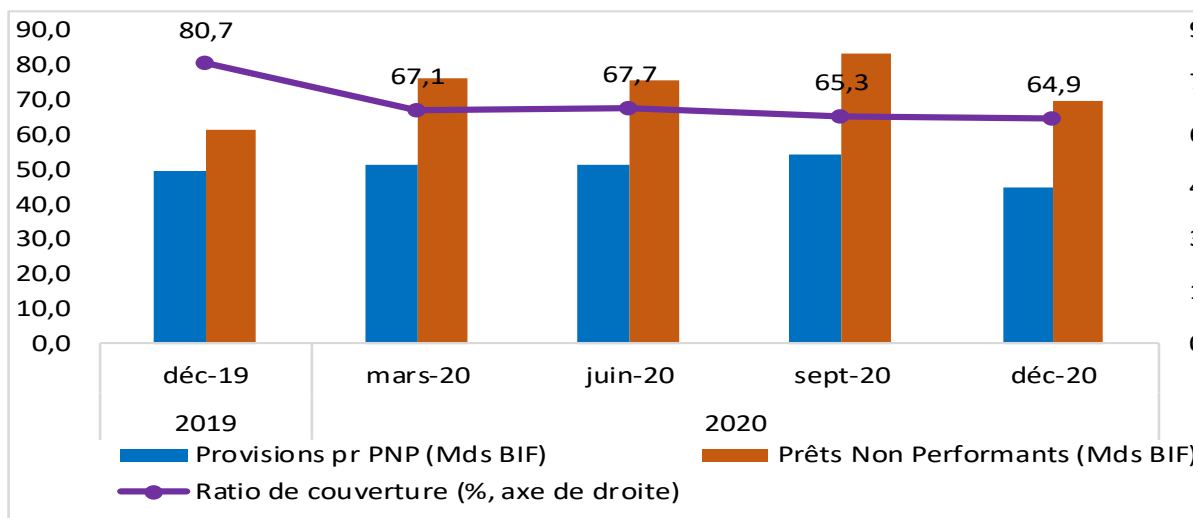


Source: BRB

En liaison avec l'amélioration de la qualité du portefeuille, le ratio de couverture des prêts non performants par les provisions a diminué en glissement

annuel, s'établissant à 64,9% contre 80,7% au quatrième trimestre de 2019 et 65,3% au trimestre précédent.

Graphique 14 : Evolution des provisions et taux de couverture



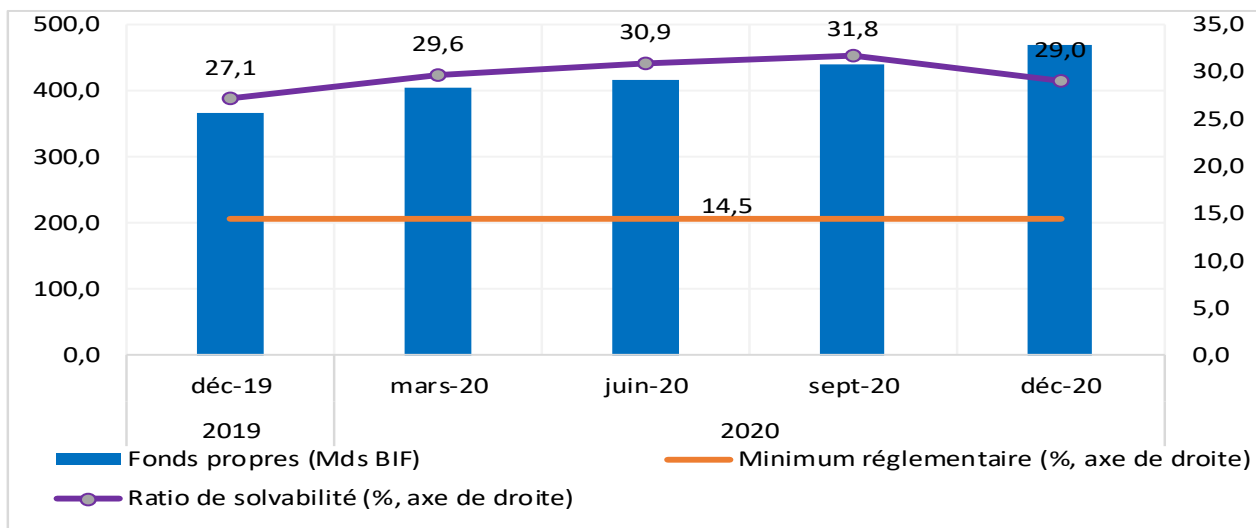
Source: BRB

### 2.5.2.2. Adéquation des fonds propres

Les fonds propres du secteur bancaire ont augmenté de 27,8% en glissement annuel et de 6,7% d'un trimestre à l'autre, s'établissant à 467,6 Mds de BIF au quatrième trimestre 2020 contre 365,7 Mds de BIF au quatrième trimestre

2019 et 438,1 Mds de BIF au trimestre précédent. Le ratio de solvabilité globale s'est amélioré, s'établissant à 29,0% au quatrième trimestre 2020 contre 27,2% à la période correspondante de 2019.

Graphique 15 : Evolution des fonds propres

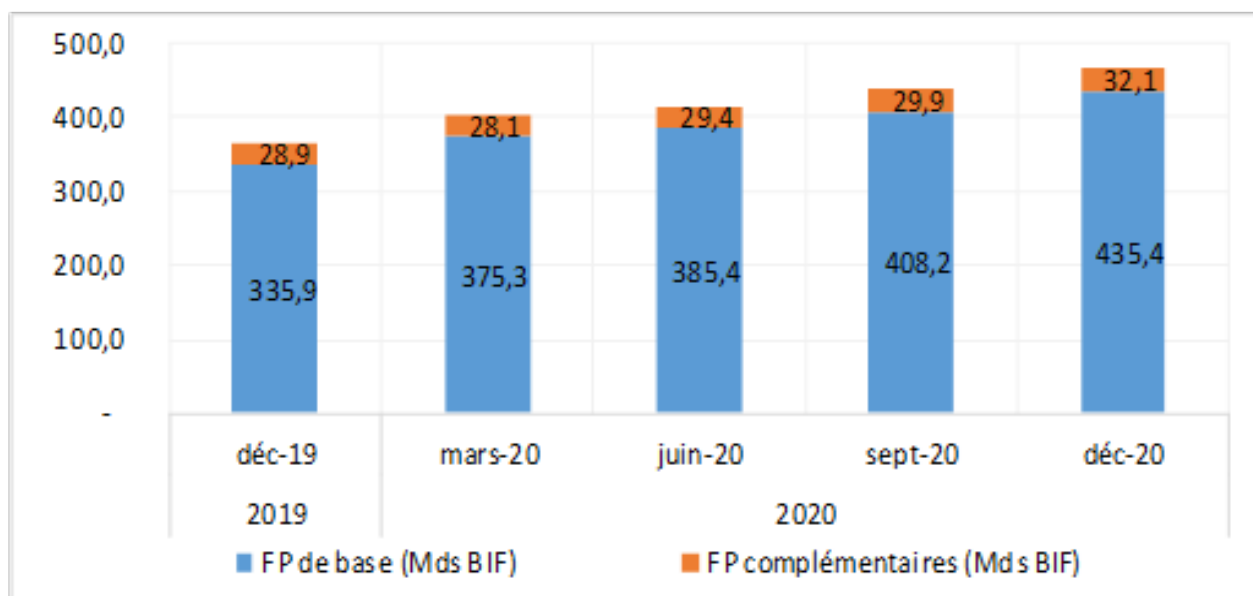


Source: BRB

Les fonds propres de base ont augmenté de 29,6% en glissement annuel et de 6,7% d'un trimestre à l'autre, se fixant à 435,4 Mds de BIF contre 336,1 Mds de

BIF au trimestre correspondant de 2019, en liaison avec l'incorporation d'une partie des bénéfices non distribués de l'exercice 2020 dans les réserves.

Graphique 16 : Composition des fonds propres (Mds de BIF)



Source: BRB

### 2.5.2.3. Rentabilité du secteur bancaire

Par rapport à la même période de l'année précédente, le produit net bancaire s'est accru de 14,4% à fin décembre 2020, se fixant à 292.926,0 MBIF contre 256.013,6 MBIF. De même, le résultat net a augmenté de 17,8%,

passant de 119.260,3 à 140.449,2 MBIF. Les rendements moyens des actifs (ROA) et des fonds propres (ROE) ont diminué, s'établissant respectivement à 3,6 et 30,0% à fin décembre 2020 contre 3,7 et 32,6% à fin décembre 2019.

## CONCLUSION ET MESURES DE POLITIQUE MONETAIRE

Au cours du quatrième trimestre 2020, l'activité économique a ralenti dans l'ensemble des pays de l'OCDE, suite à la recrudescence de la pandémie de la Covid-19 qui a entraîné de nouveaux confinements de la population. De même, elle a décéléré dans les principaux pays émergents. L'inflation a baissé dans la plupart des pays avancés et les principaux pays émergents, suite aux faibles pressions sur la demande et aux cours des produits pétroliers et produits de base qui restent favorables.

D'après les prévisions du FMI d'avril 2021, il est attendu une reprise de l'activité économique mondiale (6,0 contre -3,3%), en rapport avec la vulgarisation des vaccins contre la Covid-19 et les mesures supplémentaires de relance budgétaire prises par les grandes économies.

Dans la Communauté Est Africaine, l'activité économique pourrait reprendre en 2021 dans tous les pays de cette Communauté (5,7 contre -0,2% en 2020), suite notamment aux effets des mesures de soutien du secteur public au secteur privé, aux bonnes productions agricoles attendues, à l'amélioration des exportations et aux cours du pétrole toujours favorables sur le marché international.

Au niveau de la conjoncture économique nationale, les prévisions montrent que l'activité économique pourrait s'accélérer en 2021 (3,6 contre -0,3%), en rapport avec l'amélioration de l'activité dans les secteurs primaire (3,8 contre 3,3%), secondaire (4,3 contre 2,4%) et tertiaire (3,2 contre -2,9%). L'inflation pourrait s'établir à 4,1 contre 7,5% réalisée en 2020.

Face à ces bonnes perspectives de croissance économique, la Banque de la République du Burundi va poursuivre sa politique monétaire accommodante pour permettre aux Etablissements de crédit d'avoir de la liquidité nécessaire et à moindre coût pour stimuler davantage cette reprise économique.

Au cours du trimestre à venir, la Banque poursuivra la mise en œuvre des mesures de politique monétaire visant à soutenir le financement des secteurs porteurs de croissance, notamment les secteurs agropastoral et industriel, les infrastructures, les logements sociaux et l'hôtellerie et tourisme.



## ANNEXES

## Annexe 1: PIB par branche en Mds de BIF (au prix de 2005)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Secteur primaire</b>	<b>497,1</b>	<b>498,2</b>	<b>524,2</b>	<b>534,1</b>	<b>551,9</b>	<b>572,8</b>
- Agriculture vivrière	431,8	431,5	449,2	464,9	478,9	495,6
- Agriculture d'exportation	17,6	20,4	19,7	19,0	20,6	20,9
- Café	4,2	6,5	4,6	3,6	5,0	4,9
- Thé	12,3	12,1	13,8	14,2	14,2	14,6
- Autres cultures d'exportation	1,1	1,8	1,3	1,3	1,4	1,4
- Forêt	12,2	13,7	14,9	16,4	17,0	18,5
- Elevage	31,6	28,5	36,0	28,8	30,2	32,1
- Pêche	3,8	4,1	4,4	4,9	5,2	5,6
<b>Secteur secondaire</b>	<b>322,6</b>	<b>347,2</b>	<b>346,0</b>	<b>356,0</b>	<b>364,4</b>	<b>379,9</b>
- Extraction	7,7	10,7	12,8	12,5	14,9	17,9
- Industries	220,8	238,6	231,0	237,1	241,2	248,5
- Industries agroalimentaires	168,4	186,7	178,8	180,6	183,3	188,8
- Industries Manufacturières	52,4	51,9	52,2	56,5	57,9	59,8
- Industries textiles	9,5	9,2	9,4	9,4	10,6	11,0
- Autres industries manufacturières	42,9	42,7	42,8	47,1	47,3	48,7
- Electricité, gaz et eau	7,7	9,1	10,5	11,1	12,2	13,5
- Construction	86,3	88,8	91,7	95,4	96,1	100,0
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>821,4</b>	<b>853,9</b>	<b>908,7</b>	<b>961,4</b>	<b>933,6</b>	<b>963,3</b>
- Commerce	62,0	65,5	65,6	69,9	64,3	65,6
- Transport et communication	66,7	70,2	75,2	78,5	77,4	79,5
- Transports	17,6	18,5	19,0	19,8	18,1	18,5
- Services de Postes, Télécommunication, Internet	49,2	51,7	56,2	58,7	59,3	61,0
- Banques et Assurances	102,8	111,6	132,5	145,8	160,3	179,6
- Hébergement, Restaurant et autres services marchands	108,7	111,9	114,3	114,4	68,6	70,0
- Administration publique	316,7	334,0	356,3	380,5	395,7	415,5
- Education	211,7	219,7	238,6	250,5	259,3	270,9
- Santé et action sociale	14,4	15,1	17,1	19,0	20,0	20,8
- Activités à caractère collectif ou personnel	45,6	45,9	52,3	56,1	57,0	59,9
- Services domestiques	4,6	4,6	5,2	5,6	5,6	5,9
- SIFIM	-111,8	-124,7	-148,4	-158,8	-174,7	-204,4
<b>PIB aux coûts des facteurs</b>	<b>1 641,1</b>	<b>1 699,3</b>	<b>1 778,9</b>	<b>1 851,5</b>	<b>1 849,9</b>	<b>1 915,9</b>
Impôts et Taxes	200,6	213,1	214,6	226,4	221,2	229,1
<b>PIB aux prix du marché</b>	<b>1 841,7</b>	<b>1 912,4</b>	<b>1 993,5</b>	<b>2 077,9</b>	<b>2 071,1</b>	<b>2 145,0</b>

Source: BRB

## Annexe 2 : Inflation par principales composantes (en %)

	<b>Inflation globale</b>	<b>Inflation alimentaire</b>	<b>Inflation Hors alimentaire</b>
déc-17	10,0	9,5	8,4
janv-18	6,1	3,2	7,9
févr-18	-1,3	-8,7	8,5
mars-18	-2,6	-11,0	8,3
avr-18	-1,7	-9,6	8,5
mai-18	-1,0	-8,7	8,8
juin-18	-0,4	-7,9	8,8
juil-18	-0,8	-8,5	8,8
août-18	-2,3	-10,9	8,2
sept-18	-5,6	-15,8	6,8
oct-18	-8,4	-20,2	6,2
nov-18	-7,3	-18,7	6,6
déc-18	-5,6	-15,2	5,9
janv-19	-3,8	-10,9	4,4
févr-19	-4,1	-10,9	3,1
mars-19	-2,9	-7,8	2,3
avr-19	-2,2	-6,1	1,9
mai-19	-2,4	-5,7	1,2
juin-19	-4,0	-8,6	0,9
juil-19	-2,6	-6,2	1,1
août-19	-0,6	-2,9	1,6
sept-19	2,0	2,9	1,1
oct-19	4,0	6,4	1,8
nov-19	3,6	6,5	0,8
déc-19	4,9	8,9	1,1
janv-20	5,2	8,6	1,8
févr-20	7,6	13,1	2,6
mars-20	7,1	12,1	2,4
avr-20	7,9	12,9	2,9
mai-20	9,2	15,3	3,3
juin-20	8,5	13,9	3,5
juil-20	7,7	12,7	3,0
août-20	6,7	11,0	2,6
sept-20	6,4	10,6	2,2
oct-20	7,0	12,1	1,9
nov-20	8,9	15,6	2,3
déc-20	8,0	13,2	2,5

Source: BRB

## Annexe 3: Opérations Financières de l'Etat (en MBIF)

	Recettes			Dépenses	Solde global
	Recettes int.	Dons	Totales		
déc-17	69 552,50	13 024,20	82 576,70	131 400,00	-48 823,20
janv-18	62 945,10	9 475,40	72 420,50	72 255,80	164,8
févr-18	58 578,40	24 358,30	82 936,70	128 496,30	-45 559,60
mars-18	90 994,60	18 147,30	109 141,90	112 356,80	-3 215,00
avr-18	65 134,60	17 173,80	82 308,40	102 753,10	-20 444,70
mai-18	63 096,80	19 297,10	82 393,90	119 669,80	-37 275,80
juin-18	75 254,20	31 153,20	106 407,40	162 729,20	-56 321,80
juil-18	60 554,70	11 601,30	72 156,00	79 153,40	-6 997,30
août-18	75 622,20	12 063,40	87 685,60	102 781,40	-15 095,90
sept-18	73 977,30	17 554,90	91 532,20	97 407,00	-5 874,80
oct-18	70 957,30	13 169,40	84 126,70	121 865,50	-37 738,80
nov-18	61 412,20	8 713,80	70 126,00	85 930,70	-15 804,70
déc-18	78 361,60	28 541,40	106 903,00	126 953,20	-20 050,20
janv-19	66 765,74	14 412,40	81 178,14	137 426,66	-56 248,52
févr-19	67 427,71	24 367,44	91 795,16	116 918,33	-25 123,17
mars-19	97 566,21	19 018,00	116 584,21	95 854,20	20 730,01
avr-19	76 198,11	19 259,45	95 457,56	152 308,27	-56 850,71
mai-19	69 221,83	20 060,20	89 282,03	129 765,02	-40 483,00
juin-19	99 216,12	32 212,40	131 428,52	116 694,18	14 734,34
juil-19	70 893,23	18 882,46	89 775,68	130 004,84	-40 229,15
août-19	91 851,64	11 589,11	103 440,75	105 699,38	-2 258,63
sept-19	89 691,65	23 581,07	113 272,72	144 925,37	-31 652,65
oct-19	96 140,47	23 253,33	119 393,80	151 672,93	-32 279,13
nov-19	78 123,50	26 000,51	104 124,00	133 114,44	-28 990,44
déc-19	86 974,57	21 300,56	108 275,13	100 145,51	8 129,61
janv-20	84 602,42	17 625,88	102 228,30	114 865,89	-12 637,59
févr-20	70 437,11	24 819,09	95 256,20	109 187,15	-13 930,94
mars-20	104 361,79	21 160,91	125 522,70	120 427,22	5 095,49
avr-20	81 088,28	14 356,77	95 445,05	105 770,61	-10 325,56
mai-20	64 196,98	21 014,92	85 211,91	92 722,58	-7 510,68
juin-20	105 149,52	22 667,69	127 817,21	129 940,45	-2 123,23
juil-20	80 468,49	16 635,14	97 103,63	117 128,93	-20 025,30
août-20	98 712,28	13 544,26	112 256,54	151 466,22	-39 209,69
sept-20	103 379,33	20 839,74	124 219,07	409 881,61	-285 662,54
oct-20	92 487,26	8 295,69	100 782,95	108 727,01	-7 944,05
nov-20	84 106,39	21 295,88	105 402,28	133 059,26	-27 656,98
déc-20	104 277,50	24 492,11	128 769,61	111 108,51	17 661,10

Source: BRB

## Annexe 4 : Dette publique (en MBIF)

	Dette intérieure				Dette extérieure	Dette Publique Totale
	Avances de la BRB	Bons et Obligations	Autres	Total		
déc-17	787 208,1	829 763,9	31 247,7	1 648 219,7	778 292,4	<b>2 426 512,1</b>
janv-18	745 506,8	846 581,2	29 868,4	1 621 956,4	787 987,1	<b>2 409 943,5</b>
févr-18	745 661,6	866 729,8	33 745,7	1 646 137,1	789 859,3	<b>2 435 996,4</b>
mars-18	737 539,1	899 110,7	39 655,5	1 676 305,3	795 087,8	<b>2 471 393,1</b>
avr-18	715 697,6	925 946,4	31 374,4	1 673 018,4	809 971,8	<b>2 482 990,1</b>
mai-18	714 813,1	953 009,4	31 843,6	1 699 666,1	800 922,3	<b>2 500 588,4</b>
juin-18	780 458,1	993 081,2	61 935,9	1 835 475,2	801 839,6	<b>2 637 314,8</b>
juil-18	739 553,0	1 003 048,5	59 864,5	1 802 466,0	803 941,0	<b>2 606 407,1</b>
août-18	722 760,6	1 034 907,2	61 327,5	1 818 995,3	802 130,7	<b>2 621 126,0</b>
sept-18	723 876,1	1 057 501,6	65 477,4	1 846 855,1	804 250,5	<b>2 651 105,6</b>
oct-18	750 952,9	1 074 283,1	63 695,0	1 888 931,0	804 808,3	<b>2 693 739,3</b>
nov-18	749 761,5	1 099 486,2	63 621,6	1 912 869,3	810 165,1	<b>2 723 034,4</b>
déc-18	772 108,5	1 106 829,2	58 884,2	1 937 821,9	815 659,1	<b>2 753 481,0</b>
janv-19	735 898,0	1 170 456,8	57 507,8	1 965 632,6	839 143,1	<b>2 804 775,7</b>
févr-19	754 785,4	1 203 007,7	55 457,5	2 017 332,5	838 878,1	<b>2 856 210,6</b>
mars-19	776 260,3	1 230 561,3	66 134,8	2 066 815,1	842 605,3	<b>2 909 420,4</b>
avr-19	749 554,5	1 264 065,9	66 482,8	2 073 957,4	867 778,9	<b>2 941 736,3</b>
mai-19	741 946,8	1 309 285,8	59 356,4	2 110 469,8	908 183,5	<b>3 018 653,3</b>
juin-19	762 094,0	1 339 778,2	59 215,0	2 158 605,5	916 027,0	<b>3 074 632,5</b>
juil-19	702 399,9	1 357 433,8	59 569,2	2 119 402,9	929 050,5	<b>3 048 453,4</b>
août-19	759 491,5	1 393 116,1	59 899,3	2 212 506,9	932 695,8	<b>3 145 202,7</b>
sept-19	756 889,1	1 417 542,6	66 552,3	2 240 984,0	927 716,5	<b>3 168 700,5</b>
oct-19	751 684,2	1 450 627,6	78 529,6	2 280 841,4	937 501,2	<b>3 218 342,6</b>
nov-19	749 081,8	1 485 146,4	75 442,4	2 309 670,6	940 872,9	<b>3 250 543,5</b>
déc-19	746 479,4	1 497 630,9	73 356,9	2 317 467,2	948 429,4	<b>3 265 896,6</b>
janv-20	746 479,3	1 570 926,4	120 795,4	2 438 201,1	958 542,6	<b>3 396 743,7</b>
févr-20	743 876,9	1 549 530,0	121 388,1	2 414 795,0	959 597,4	<b>3 374 392,4</b>
mars-20	738 672,0	1 583 438,6	122 067,7	2 444 178,3	965 054,0	<b>3 409 232,3</b>
avr-20	736 069,6	1 569 510,9	122 736,0	2 428 316,5	963 078,7	<b>3 391 395,2</b>
mai-20	737 921,8	1 622 178,8	116 217,0	2 476 317,6	966 901,1	<b>3 443 218,7</b>
juin-20	736 222,2	1 673 670,1	116 994,3	2 526 886,6	977 731,5	<b>3 504 618,1</b>
juil-20	737 624,5	1 709 574,6	116 172,3	2 563 371,4	988 004,0	<b>3 551 375,4</b>
août-20	751 455,5	1 727 319,1	117 054,8	2 595 829,4	1 000 919,8	<b>3 596 749,2</b>
sept-20	901 482,7	1 745 687,9	143 488,8	2 790 659,4	1 003 104,0	<b>3 793 763,4</b>
oct-20	901 974,9	1 763 803,9	143 984,6	2 809 763,4	1 013 063,4	<b>3 822 826,8</b>
nov-20	899 449,4	1 779 769,7	137 843,5	2 817 062,6	1 023 272,7	<b>3 840 335,3</b>
déc-20	894 667,8	1 817 282,4	139 290,0	2 851 240,2	1 035 965,0	<b>3 887 205,2</b>

Source: BRB

## Annexe 5 : Réserves des banques commerciales

	<b>Réserves totales des banques</b>	<b>Interventions de la Banque Centrale</b>
<b>déc-17</b>	157 967	130 194
<b>janv-18</b>	172 260	154 539
<b>févr-18</b>	170 882	168 632
<b>mars-18</b>	167 621	171 915
<b>avr-18</b>	143 711	211 263
<b>mai-18</b>	164 888	240 642
<b>juin-18</b>	153 401	261 700
<b>juil-18</b>	170 178	296 208
<b>août-18</b>	171 713	290 076
<b>sept-18</b>	166 234	298 588
<b>oct-18</b>	158 420	286 969
<b>nov-18</b>	146 546	268 534
<b>déc-18</b>	150 237	248 370
<b>janv-19</b>	163 427	258 199
<b>févr-19</b>	165 114	267 534
<b>mars-19</b>	192 194	281 986
<b>avr-19</b>	167 995	292 282
<b>mai-19</b>	163 240	315 130
<b>juin-19</b>	170 302	334 215
<b>juil-19</b>	153 993	339 205
<b>août-19</b>	157 630	345 488
<b>sept-19</b>	152 207	363 439
<b>oct-19</b>	156 012	394 511
<b>nov-19</b>	146 124	403 814
<b>déc-19</b>	155 224	406 075
<b>janv-20</b>	154 268	436 181
<b>févr-20</b>	174 541	459 837
<b>mars-20</b>	182 136	442 928
<b>avr-20</b>	161 386	439 302
<b>mai-20</b>	162 923	434 219
<b>juin-20</b>	171 658	429 154
<b>juil-20</b>	134 709	424 606
<b>août-20</b>	120 569	440 119
<b>sept-20</b>	164 248	446 366
<b>oct-20</b>	156 187	394 511
<b>nov-20</b>	146 124	403 814
<b>déc-20</b>	155 224	406 075

Source: BRB

## Annexe 6 : Taux d'intérêts du marché monétaire (en %)

	<b>Marché interbancaire</b>	<b>Facilité de prêt marginal</b>	<b>Apport de liquidité</b>	<b>Bons du Trésor à 13 semaines</b>
déc-17	4,00	7,13	2,79	4,13
janv-18	3,77	7,02	2,75	4,02
févr-18	3,64	6,98	2,54	3,98
mars-18	-	6,59	2,84	3,59
avr-18	-	6,16	3,19	3,16
mai-18	4,45	5,51	3,57	2,51
juin-18	4,17	5,07	3,82	2,07
juil-18	-	5,13	3,17	2,13
août-18	3,00	5,29	2,60	2,29
sept-18	-	5,57	2,65	2,57
oct-18	3,00	5,50	2,76	2,50
nov-18	3,00	5,48	2,29	2,48
déc-18	3,34	5,48	2,42	2,48
janv-19	3,11	5,53	2,48	2,53
févr-19	-	5,50	2,48	2,50
mars-19	-	5,50	2,41	2,50
avr-19	3,66	5,48	2,63	2,48
mai-19	3,67	5,50	2,69	2,50
juin-19	3,69	5,50	2,82	2,50
juil-19	3,68	5,45	2,55	2,45
août-19	3,58	5,35	2,55	2,35
sept-19	3,40	5,29	2,59	2,29
oct-19	3,34	5,22	2,65	2,22
nov-19	3,62	5,20	2,63	2,20
déc-19	3,56	5,63	2,99	2,63
janv-20	3,99	5,68	3,21	2,68
févr-20	4,78	5,88	2,54	2,88
mars-20	3,97	6,00	2,58	3,00
avr-20	4,07	6,00	2,87	3,00
mai-20	4,16	6,00	2,85	3,00
juin-20	4,11	6,00	2,96	3,00
juil-20	4,07	6,00	2,74	3,00
août-20	4,27	6,00	2,77	3,00
sept-20	4,42	6,60	2,58	3,60
oct-20	4,7	6,6	2,4	3,4
nov-20	4,9	6,6	2,9	3,7
déc-20	5,1	6,9	3,9	3,9

Source: BRB

## Annexe 7: Principaux indicateurs du secteur bancaire (en %)

	Banques commerciales			Etablissements financiers			Total secteur bancaire		
	31/12/2019	31/12/2020	Var. en %	31/12/2019	31/12/2020	Var. en %	31/12/2019	31/12/2020	Var. en %
<b>I. EMPLOIS</b>	<b>3 055 164,1</b>	<b>3 628 220,2</b>	<b>18,8</b>	<b>207 266,6</b>	<b>266 031,1</b>	<b>28,4</b>	<b>3 262 430,7</b>	<b>3 894 251,2</b>	<b>19,4</b>
<b>I.1. PRINCIPAUX EMPLOIS</b>	<b>2 617 707,3</b>	<b>3 113 926,0</b>	<b>19,0</b>	<b>172 698,5</b>	<b>227 726,3</b>	<b>31,9</b>	<b>2 790 405,8</b>	<b>3 341 652,3</b>	<b>19,8</b>
<b>A. Actifs Liquides</b>	<b>1 694 510,6</b>	<b>2 006 772,1</b>	<b>18,4</b>	<b>24 384,7</b>	<b>23 968,4</b>	<b>-1,7</b>	<b>1 718 895,4</b>	<b>2 030 740,5</b>	<b>18,1</b>
Caisse	61 935,4	87 465,9	41,2	14,5	7,5	-48,3	61 950,0	87 473,4	41,2
B.R.B.	212 948,5	219 585,5	3,1	3 544,0	3 223,3	-9,0	216 492,4	222 808,9	2,9
Avoirs auprès des banques et assimilés	78 259,6	85 553,1	9,3	5 320,9	3 118,6	-41,4	83 580,5	88 671,7	6,1
Etablissements de crédit	2 836,8	83,7	-97,0	5 320,9	3 118,4	-41,4	8 157,7	3 202,1	-60,7
IMFs	2 883,6	0,1	-100,0	-	-	-	2 883,6	0,1	-100,0
Correspondant étranger	72 539,0	83 470,2	15,1	-	-	-	72 539,0	83 470,2	15,1
Autres	-	2 000,0	-	-	-	-	-	2 000,0	-
Prêts à l'Etat	1 341 367,2	1 614 167,6	20,3	15 505,3	17 618,9	13,6	1 356 872,5	1 631 786,6	20,3
Bons/Obligations du Trésor	1 286 202,1	1 547 353,6	20,3	15 505,3	17 618,9	13,6	1 301 707,4	1 564 972,6	20,2
Autres Titres	55 165,1	66 814,0	-	-	-	-	55 165,1	66 814,0	21,1
<b>B. Crédits</b>	<b>923 196,7</b>	<b>1 107 153,9</b>	<b>19,9</b>	<b>148 313,7</b>	<b>203 757,9</b>	<b>37,4</b>	<b>1 071 510,4</b>	<b>1 310 911,8</b>	<b>22,3</b>
Court terme	506 133,6	595 414,3	17,6	2 411,4	3 066,2	27,2	508 545,1	598 480,5	17,7
Moyen terme	294 892,1	316 276,8	7,3	43 077,3	38 562,7	-10,5	337 969,4	354 839,5	5,0
Long terme	122 171,0	195 462,7	60,0	102 825,0	162 129,0	57,7	224 996,0	357 591,8	58,9
Crédits bail	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>I.2. Actif Immobilisé</b>	<b>152 035,74</b>	<b>178 488,2</b>	<b>17,4</b>	<b>7 910,3</b>	<b>9 379,8</b>	<b>18,6</b>	<b>159 946,1</b>	<b>187 868,0</b>	<b>17,5</b>
<b>I.3. Autres</b>	<b>285 421,01</b>	<b>335 805,9</b>	<b>17,7</b>	<b>26 657,8</b>	<b>28 925,0</b>	<b>8,5</b>	<b>312 078,8</b>	<b>364 730,9</b>	<b>16,9</b>
<b>II. RESSOURCES</b>	<b>3 055 164,1</b>	<b>3 628 220,2</b>	<b>18,8</b>	<b>207 266,6</b>	<b>266 031,1</b>	<b>28,4</b>	<b>3 262 430,7</b>	<b>3 894 251,2</b>	<b>19,4</b>
<b>II.1. Principales ressources</b>	<b>2 621 834,3</b>	<b>3 100 583,0</b>	<b>18,3</b>	<b>145 104,2</b>	<b>200 180,6</b>	<b>38,0</b>	<b>2 766 938,6</b>	<b>3 300 763,6</b>	<b>19,3</b>
Clientèle	1 746 188,1	2 201 497,2	26,1	103 904,2	149 885,7	44,3	1 850 092,3	2 351 382,9	27,1
dont 10 grands dépôts des banques	822 413,4	1 065 788,0	29,6	17 125,1	17 679,5	-	839 538,5	1 083 467,5	29,1
Refinancement auprès B.R.B.	427 469,4	296 859,3	-30,6	-	2 231,2	-	427 469,4	299 090,5	-30,0
Dettes envers banques et assimilés	193 201,3	267 016,9	38,2	6 567,2	6 440,7	-1,9	199 768,6	273 457,5	36,9
Etablissements de crédit	51 636,8	3 470,3	-93,3	2 189,1	-	-100,0	53 825,8	3 470,3	-93,6
IMFs	89 756,6	86 270,7	-3,9	2 189,1	-	-100,0	91 945,7	86 270,7	-6,2
Correspondant étranger	51 808,0	5 244,1	-89,9	2 189,1	-	-100,0	53 997,1	5 244,1	-90,3
Autres	-	172 031,7	-	-	6 440,8	-	-	178 472,5	-
Capital et réserves	254 975,5	335 209,7	31,5	34 632,8	41 623,0	20,2	289 608,3	376 832,7	30,1
<b>II.2. Autres</b>	<b>433 329,8</b>	<b>527 637,2</b>	<b>21,8</b>	<b>62 162,4</b>	<b>65 850,5</b>	<b>5,9</b>	<b>495 492,1</b>	<b>593 487,6</b>	<b>19,8</b>
<b>III. INDICATEURS DU SECTEUR BANCAIRE</b>									
<b>Adéquation des fonds propres</b>									
Fonds propres de base nets	301 298,5	398 124,5	32,1	34 811,5	37 313,6	7,2	336 110,0	435 438,0	29,6
Fonds propres	323 614,6	421 913,6	30,4	42 127,2	45 654,7	8,4	365 741,8	467 568,3	27,8
Risques pondérés	1 199 919,4	1 399 395,4	16,6	146 891,6	214 796,3	46,2	1 346 811,1	1 614 191,7	19,9
Ratio de solvabilité de base (norme 12,5%)	25,1	28,4	-	23,7	17,4	-	25,0	27,0	-
Ratio de solvabilité globale (norme 14,5%)	27,0	30,1	-	28,7	21,3	-	27,2	29,0	-
Ratio de levier (norme 5%)	9,9	11,0	-	16,8	14,0	-	10,3	11,2	-
<b>Concentration des crédits</b>									
Grands risques	332 398,8	386 489,2	16,3	3 900,5	8 964,1	129,8	336 299,3	395 453,4	17,6
Grands risques/Total crédits bruts (en %)	36,0	34,9	-	2,6	4,4	-	31,4	30,2	-
Total crédits bruts/Total actifs bruts (en %)	30,2	30,5	-	71,6	76,6	-	32,8	33,7	-
Prêts à l'Etat/Total actifs bruts	43,9	44,5	-	7,5	6,6	-	41,6	41,9	-
Prêts à l'Etat/Fonds propres de base	445,2	405,4	-	44,5	47,2	-	403,7	374,7	-
<b>Qualité du portefeuille crédits</b>									
Impayées	98 174,2	107 102,6	9,1	24 359,1	32 551,8	33,6	122 533,3	139 654,4	14,0
Créances à surveiller	46 415,9	46 936,4	1,1	14 908,9	23 337,8	56,5	61 324,9	70 274,2	14,6
Créances Non performantes	51 758,2	60 166,2	16,2	9 450,2	9 213,9	-2,5	61 208,4	69 380,1	13,4
Créances pré douteuses	4 952,2	7 392,5	49,3	3 823,9	4 445,9	16,3	8 776,1	11 838,4	34,9
Créances douteuses	13 739,8	13 055,5	-5,0	2 918,6	2 478,6	-15,1	16 658,4	15 534,1	-6,7
Créances compromises	33 066,2	39 718,2	20,1	2 707,8	2 289,5	-15,4	35 774,0	42 007,7	17,4
Dépréciations	44 977,2	41 625,3	-7,5	4 442,4	3 371,1	-24,1	49 419,6	44 996,3	-9,0
Taux des prêts non performants	5,6	5,4	-	6,4	4,5	-	5,7	5,3	-
Taux d'impayés	10,6	9,7	-	16,4	16,0	-	11,4	10,7	-
Taux de provisionnement	86,9	69,2	-	47,0	36,6	-	80,7	64,9	-
<b>Liquidité</b>									
Coefficient de liquidité en BIF	226,1	213,5	-	-	-	-	226,1	213,5	-
Coefficient de liquidité en devises	133,4	51,1	-	-	-	-	133,4	51,1	-
Total crédits/total dépôts	52,9	50,3	-	142,7	135,9	-	57,9	55,8	-
Rapport entre ressources Stables et Emplois Immobilisés	83,1	94,0	-	264,7	198,1	-	102,1	106,7	-
Dix gros dépôts/Total dépôts	47,1	48,4	-	16,5	11,8	-	45,4	46,1	-
<b>Rentabilité et performance</b>									
Résultat avant impôt	117 857,9	136 265,4	15,6	8 947,4	10 800,7	20,7	126 805,3	147 066,1	16,0
Résultat net de l'exercice	111 508,6	130 881,6	17,4	7 751,7	9 567,6	23,4	119 260,3	140 449,2	17,8
Produit Net Bancaire	237 879,9	271 246,4	14,0	18 133,7	21 679,7	19,6	256 013,6	292 926,0	14,4
ROA	3,65	3,61	-	3,74	3,60	-	3,66	3,61	-
ROE	34,46	31,02	-	18,40	20,96	-	32,61	30,04	-

Source: BRB





Maquette et impression  
IMPRIMERIE MEX